

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2020/43754]

**20 NOVEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement flamand
modifiant l'article 8 de l'arrêté royal du 12 décembre 2001
concernant les titres-services, pour ce qui est de l'intervention majorée**

Fondement juridique

Le présent arrêté est fondé sur :

- la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, l'article 4, 2bis°, inséré par la loi du 22 juin 2012.

Formalités

Les formalités suivantes sont remplies :

- Le ministre flamand compétent pour le budget a donné son accord le 19 novembre 2020.

Motivation

La deuxième vague intense du coronavirus cause également de nouveau des problèmes dans le secteur des titres-services. Afin de permettre au secteur des titres-services de continuer à offrir ses services de manière durable et dans des conditions sûres, le Gouvernement flamand soutient ce secteur par une augmentation temporaire de la subvention de 2,77 € par prestation fournie afin de garantir des conditions de travail sûres. Cette augmentation s'applique aux prestations de titres-services qui sont fournies au cours de la période de novembre et décembre 2020.

En outre, il est également tenu compte du problème de la baisse des marges des entreprises agréées. En raison de l'indexation des titres-services de 73 %, la marge avec les coûts salariaux, qui sont bien indexés à 100 %, diminue. Par conséquent, une augmentation supplémentaire de l'intervention de 0,12 € est accordée pour les titres-services présentés pour des prestations fournies au cours des mois de novembre et décembre 2020.

Plus précisément, la subvention pour les titres-services présentés, qui concernent les prestations de novembre et décembre 2020, sera augmentée de 2,89 euros.

Pour pouvoir prétendre à cette intervention majorée, l'entreprise agréée doit respecter les règles de sécurité particulières applicables pendant l'épidémie du coronavirus. Ces règles de sécurité sont déterminées par le ministre de l'Emploi.

Initiateur

Le présent arrêté est proposé par la Ministre flamande de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. L'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement flamand du 8 mai 2020, est complété par les phrases suivantes : « L'intervention dans les titres-services avec date de prestation du 1 novembre 2020 au 31 décembre 2020 inclus sera augmentée de 2,89 euros par titre-service. Le ministre de l'Emploi détermine les règles de sécurité que l'entreprise agréée doit appliquer pour avoir droit à cette intervention majorée. ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 23 novembre 2020.

Art. 3. Le ministre flamand compétent pour l'emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 20 novembre 2020.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

La Ministre flamande de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,
H. CREVITS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/31687]

**12 NOVEMBRE 2020. — Décret transposant la directive 2017/1852/UE du Conseil du 10 octobre 2017
concernant les mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'union européenne**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 38 de la constitution.

§ 2. Le présent décret assure la transposition de la directive (UE) 2017/1852/UE du conseil du 10 octobre 2017 concernant les mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'Union européenne.

§ 3. Le présent décret établit des règles relatives à un mécanisme destiné à régler les différends entre Etats membres lorsque ces différends découlent de l'interprétation et de l'application d'accords et de conventions tendant à éviter la double imposition du revenu et, le cas échéant, de la fortune.

Le présent décret s'applique, dans la mesure où les impôts et taxes constituent des impositions du revenu et, le cas échéant, de la fortune, au sens de l'article 1^{er} de la Directive visée au § 2, établies ou perçues par la Communauté française, qui en assure le service.

TITRE II. — MECANISMES DE REGLEMENT DES DIFFERENDS FISCAUX DANS L'UNION EUROPEENNE

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Art. 2. Pour l'application du présent décret, l'on entend par :

- 1° "Directive" : la Directive 2017/1852/UE du Conseil du 10 octobre 2017 concernant les mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'Union européenne;
- 2° "Etat membre concerné" : un Etat membre de l'Union européenne, ainsi que ses entités territoriales ou administratives, y compris ses autorités locales, concerné par le différend;
- 3° "autorité compétente" : l'autorité compétente désignée par le Gouvernement;
- 4° "autorité étrangère" : l'autorité visée par l'article 2, 1., a), de la Directive d'un autre Etat membre, désignée comme telle par chaque Etat membre concerné;
- 5° "juridiction compétente" : selon le cas, le tribunal de première instance ou le président du tribunal de première instance, siégeant comme en référé;
- 6° "double imposition" : l'imposition par deux Etats membres ou plus sur les mêmes revenus imposables ou sur la même fortune imposable concernant des impôts relevant d'un accord ou d'une convention préventive de la double imposition sur les revenus et, le cas échéant, sur la fortune, lorsque cette imposition donne lieu à :
 - a) une charge fiscale supplémentaire;
 - b) une augmentation de la charge fiscale;
 - c) une annulation ou une réduction des pertes, qui pourraient être utilisées pour compenser des bénéfices imposables;
- 7° "personne concernée" : toute personne qui est résident fiscal d'un Etat membre et dont l'imposition est directement matière à différend;
- 8° "grande entreprise" : une entreprise qui, à la date de clôture de son bilan, dépasse au moins deux des trois critères suivants :
 - a) total du bilan : 20 000 000 euros;
 - b) chiffre d'affaire net : 40 000 000 euros;
 - c) nombre moyen de salariés au cours de l'exercice : 250;
- 9° "grand groupe" : un groupe composé d'une entreprise mère et d'entreprises filiales comprises dans une consolidation et qui, à la date de clôture du bilan de l'entreprise mère, dépasse, sur une base consolidée, les limites chiffrées d'au moins deux des trois critères suivants :
 - a) total du bilan : 20 000 000 euros;
 - b) chiffre d'affaires net : 40 000 000 euros;
 - c) nombre moyen de salariés au cours de l'exercice : 250;
- 10° "différend" : l'affaire qui donne lieu à un différend visé à l'article 1^{er}, § 3.

CHAPITRE II. — Réclamation

Art. 3. § 1^{er}. Toute personne concernée peut introduire une réclamation concernant un différend auprès de l'autorité compétente, en demandant le règlement du différend.

La réclamation est introduite dans un délai de trois ans à compter de la date de la réception de la première notification de l'acte qui entraîne ou entraînera un différend, que la personne concernée utilise ou non les voies de recours disponibles dans le droit interne.

La personne concernée introduit simultanément la réclamation auprès de l'autorité étrangère, en joignant chaque fois les mêmes informations et en indiquant, dans la réclamation, quels sont les autres Etats membres concernés par le différend.

La personne concernée veille à ce que chaque Etat membre concerné reçoive la réclamation dans au moins l'une des langues suivantes :

- a) l'une des langues officielles de cet Etat membre, conformément à son droit national;
- b) toute autre langue que cet Etat membre accepte à cette fin.

§ 2. Chaque réclamation fait l'objet d'un accusé de réception dans les deux mois à compter de la date de la réception par l'autorité compétente.

§ 3. L'autorité compétente informe l'autorité étrangère de cette réclamation dans le délai visé au § 2. À ce moment-là, l'autorité compétente informe l'autorité étrangère de la langue ou des langues qu'elle souhaite utiliser dans ses communications au cours des procédures concernées.

§ 4. La réclamation visée au § 1^{er} n'est acceptée que si, dans un premier temps, la personne concernée qui a introduit la réclamation, fournit à l'autorité compétente les informations suivantes :

- 1° le ou les noms, la ou les adresses, le ou les numéros d'identification fiscale et toutes autres informations nécessaires à l'identification de la ou des personnes concernées ayant introduit la réclamation auprès de l'autorité compétente, de l'autorité étrangère et de toute autre personne intéressée;
- 2° les exercices d'imposition concernés, ou à défaut, les périodes fiscales;
- 3° des précisions sur les faits et circonstances à prendre en considération dans le cas d'espèce (y compris sur la structure de la transaction et les relations entre la personne concernée et les autres parties aux transactions concernées, ainsi que sur tous faits établis de bonne foi dans un accord mutuellement contraignant entre la personne concernée et l'administration fiscale, le cas échéant) et, plus particulièrement, sur la nature et la date des mesures donnant lieu au différend (y compris, le cas échéant, des précisions sur les mêmes revenus perçus dans l'autre Etat membre et sur l'inclusion de ces revenus parmi les revenus imposables dans l'autre Etat membre, et des précisions sur les impôts exigés ou qui seront exigés au titre de ces revenus dans l'autre Etat membre), ainsi que sur les montants correspondants dans les monnaies des Etats membres concernés, avec une copie de toute pièce justificative;

- 4° une référence aux dispositions légales applicables et à l'accord ou à la convention visée à l'article 1^{er}, § 3, alinéa 1^{er}, lorsque plusieurs accords ou conventions sont applicables, la personne concernée qui a introduit la réclamation précise quel accord ou convention donne lieu à interprétation dans le cadre du différend en question. Cet accord ou cette convention est l'accord ou la convention applicable aux fins du présent décret;
- 5° les informations suivantes fournies par la personne concernée qui a introduit la réclamation auprès de l'autorité compétente, avec des copies de toute pièce justificative :
- a) une explication des raisons pour lesquelles la personne concernée estime qu'il y a matière à différend;
 - b) des informations détaillées sur les actions en justice et procédures de recours engagées par la personne concernée à propos des transactions concernées et sur toute décision de justice portant sur le différend;
 - c) un engagement de la personne concernée de répondre de manière aussi complète et rapide que possible à toutes les requêtes appropriées formulées par l'autorité compétente et de fournir toute pièce demandée par l'autorité compétente ou par l'autorité étrangère;
 - d) une copie de la décision d'imposition définitive sous la forme d'un avis d'imposition définitif, du rapport de contrôle fiscal ou de tout autre document équivalent entraînant le différend et une copie de tout autre document émis par les autorités fiscales concernant le différend, le cas échéant;
 - e) des informations sur toute réclamation introduite par la personne concernée dans le cadre d'une autre procédure amiable ou procédure de règlement des différends au sens de l'article 16, § 5, et un engagement explicite par lequel la personne concernée déclare qu'elle respectera les dispositions de l'article 16, § 5, le cas échéant;
- 6° Toute information spécifique complémentaire demandée par l'autorité compétente qui est considérée comme nécessaire pour procéder à un examen au fond du cas d'espèce.

§ 5. L'autorité compétente peut demander les informations visées au paragraphe 4, 6° dans un délai de 3 mois à compter de la date de la réception de la réclamation.

D'autres demandes d'informations peuvent être adressées au cours de la procédure amiable prévue à l'article 4 si l'autorité compétente le juge nécessaire.

La demande visée aux alinéas 1 et 2 ne peut entraîner la divulgation d'un secret commercial, industriel ou professionnel, ou des procédés commerciaux.

Une personne concernée qui reçoit une demande visée au § 4, 6°, répond dans un délai de trois mois à compter de la réception de cette demande.

Une copie de la réponse est par ailleurs adressée simultanément à l'autorité étrangère.

§ 6. Dans un délai de six mois à compter de la date de la réception de la réclamation par l'autorité compétente ou dans un délai de six mois à compter de la date de la réception des informations visées au § 4, 6°, la date la plus tardive étant retenue, l'autorité compétente prend une décision sur l'acceptation ou le rejet de la réclamation visée au § 1^{er}.

L'autorité compétente informe sans tarder la personne concernée et l'autorité étrangère de sa décision.

Dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, l'autorité compétente peut décider de régler le différend sur une base unilatérale sans faire intervenir l'autorité étrangère. Dans ce cas, l'autorité compétente informe sans tarder la personne concernée et l'autorité étrangère. À la suite de cette notification, il est mis fin aux procédures engagées au titre du présent décret.

§ 7. Lorsqu'une personne concernée souhaite retirer une réclamation, elle présente une notification écrite de retrait à l'autorité compétente et à l'autorité étrangère simultanément. Cette notification met fin avec effet immédiat à toutes les procédures engagées au titre du présent décret. L'autorité compétente qui reçoit une telle notification informe sans tarder l'autorité étrangère de la fin des procédures.

§ 8. Si, pour quelque raison que ce soit, un différend cesse d'exister, toutes les procédures engagées au titre du présent décret prennent fin avec effet immédiat et l'autorité compétente informe sans tarder la personne concernée de cet état de fait et des raisons générales qui y sont liées.

§ 9. La personne concernée peut adresser les communications indiquées aux §§ 1^{er}, 5 et 7, par dérogation à ces dispositions, uniquement à l'autorité étrangère de l'État membre dans lequel la personne concernée est résidente, ou à l'autorité compétente lorsque la personne concernée est résidente sur le territoire sur lequel les décrets de la Communauté française ont force de loi:

- 1° soit lorsqu'elle est un particulier;
- 2° soit lorsqu'elle n'est pas une grande entreprise et ne fait pas partie d'un grand groupe.

L'autorité étrangère ou l'autorité compétente, selon le cas, informe simultanément l'autorité compétente ou l'autorité étrangère respectivement, des communications, dans un délai de deux mois à compter de la réception de ces communications. Une fois cette notification effectuée, la personne concernée est réputée avoir adressé la communication à l'ensemble des États membres concernés à la date de ladite notification.

En cas d'informations complémentaires reçues en vertu du § 5, l'autorité compétente qui a reçu les informations complémentaires en transmet une copie à l'autorité étrangère. Une fois cette communication effectuée, l'autorité étrangère est réputée avoir reçu ces informations complémentaires à la date à laquelle l'autorité compétente a reçu les informations.

CHAPITRE III. — Procédure amiable

Art. 4. § 1^{er}. Lorsque l'autorité compétente et l'autorité étrangère acceptent une réclamation visée à l'article 3, § 1^{er}, elles s'efforcent de régler le différend à l'amiable, dans un délai de deux ans à compter de la dernière notification d'une décision de l'un des États membres d'accepter la réclamation.

Le délai de deux ans visé au premier alinéa peut être prorogé d'un an maximum à la demande de l'autorité compétente ou l'autorité étrangère, adressée respectivement à l'autorité étrangère ou à l'autorité compétente, si l'autorité compétente ou l'autorité étrangère requérante fournit une justification écrite.

§ 2. Une fois que l'autorité compétente parvient à un accord sur la manière de régler le différend avec l'autorité étrangère, dans le délai prévu au § 1, l'autorité compétente notifie sans tarder cet accord à la personne concernée sous la forme d'une décision contraignante pour l'autorité compétente et l'autorité étrangère, et exécutoire pour la personne concernée, sous réserve que cette dernière accepte la décision et renonce au droit à toute autre voie de recours, le cas échéant.

Au cas où des procédures concernant ces autres voies de recours ont déjà commencé, la décision ne devient contraignante et exécutoire qu'une fois que la personne concernée a fourni à l'autorité compétente des éléments de preuve attestant que des mesures ont été prises pour mettre fin auxdites procédures. Ces éléments de preuve sont fournis au plus tard soixante jours à compter de la date à laquelle la décision a été notifiée à la personne concernée. La décision est alors appliquée sans tarder, quels que soient les délais prévus par le droit interne.

§ 3. Lorsque l'autorité compétente et l'autorité étrangère ne sont pas parvenues à un accord sur la manière de régler le différend dans le délai visé au § 1^{er}, l'autorité compétente en informe la personne concernée en indiquant les raisons générales pour lesquelles il n'a pas été possible de parvenir à un accord.

CHAPITRE IV. — *Décision de l'autorité compétente concernant la réclamation*

Art. 5. § 1^{er}. L'autorité compétente peut décider de rejeter une réclamation dans le délai visé à l'article 3, § 6, alinéa 1^{er} :

- 1° si la réclamation ne comporte pas les informations requises en vertu de l'article 3, § 4, notamment toute information demandée en vertu de l'article 3, § 4, 6°, qui n'a pas été présentée dans le délai prévu à l'article 3, § 5;
- 2° s'il n'y a pas matière à différend;
- 3° si la réclamation n'a pas été soumise dans le délai de trois ans prévu à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2.

Lorsque l'autorité compétente informe la personne concernée du rejet conformément à l'article 3, § 6, elle fournit les raisons générales qui motivent son rejet.

§ 2. Si l'autorité compétente n'a pas pris de décision dans le délai prévu à l'article 3, § 6, la réclamation est réputée acceptée par cette autorité compétente.

§ 3. Si l'autorité compétente et l'autorité étrangère rejettent la réclamation, la personne concernée peut intenter une action contre la décision de l'autorité compétente, conformément aux articles 1385^{decies} et 1385^{undecies} du Code judiciaire.

La personne concernée qui exerce ce droit de recours ne peut présenter une demande en vertu de l'article 6, § 1^{er}, 1°, alinéa 1^{er} :

- 1° tant que la décision fait encore l'objet d'un recours;
- 2° lorsque la décision de rejet peut encore faire l'objet d'un recours;
- 3° lorsque la décision de rejet a été confirmée dans le cadre de la procédure de recours visée au 1°, mais qu'il n'est pas possible de déroger à la décision de la juridiction compétente ou des autres autorités judiciaires compétentes dans l'un des Etats membres concernés.

Lorsque le droit de recours a été exercé, la décision de la juridiction compétente est prise en compte aux fins de l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°.

CHAPITRE V. — *Règlement des différends en commission consultative*

Art. 6. § 1^{er}. Sur demande présentée par la personne concernée à l'autorité compétente et à l'autorité étrangère, une commission consultative est constituée par lesdites autorités compétentes, conformément à l'article 8, lorsque :

- 1° la réclamation introduite par cette personne concernée a été rejetée conformément à l'article 5, § 1^{er}, par l'autorité compétente ou l'autorité étrangère;
- 2° l'autorité compétente et l'autorité étrangère ont accepté la réclamation qui a été introduite par la personne concernée mais elles ne sont pas parvenues à un accord sur la manière de régler le différend à l'amiable, dans le délai visé à l'article 4, § 1^{er}.

La personne concernée ne peut présenter la demande visée à l'alinéa 1^{er} que si, contre le rejet visé à l'article 5, § 1^{er}, aucun recours ne peut être introduit, aucun recours n'est en instance ou la personne concernée a formellement renoncé à son droit de recours. La demande doit contenir une déclaration à cet effet.

La personne concernée présente par écrit la demande de constituer une commission consultative au plus tard dans le délai de cinquante jours après la date de la réception de la notification au titre de l'article 3, § 6, ou de l'article 4, § 3, ou, selon le cas, dans un délai de cinquante jours à compter de la date du prononcé de la décision par la juridiction ou l'organe judiciaire compétent au titre de l'article 5, § 3. La commission consultative est constituée au plus tard dans un délai de cent vingt jours à compter de la date de la réception de cette demande et, une fois qu'elle est constituée, son président en informe sans tarder la personne concernée.

§ 2. La commission consultative constituée dans le cas visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, adopte une décision concernant l'acceptation de la réclamation dans un délai de six mois à compter de la date de sa constitution.

Elle notifie sa décision à l'autorité compétente et à l'autorité étrangère dans un délai de trente jours suivant l'adoption de ladite décision.

Lorsque la commission consultative confirme que toutes les exigences mentionnées à l'article 3 ont été remplies, la procédure amiable prévue à l'article 4, § 1^{er}, est engagée sur demande de l'autorité compétente ou de l'autorité étrangère.

L'autorité compétente notifie cette demande à la commission consultative, à l'autorité étrangère et à la personne concernée. Le délai prévu à l'article 4, § 1^{er}, commence à courir à compter de la date de la notification de la décision prise par la commission consultative, selon laquelle elle accepte la réclamation.

Si ni l'autorité compétente, ni l'autorité étrangère n'ont demandé l'ouverture de la procédure amiable dans un délai de soixante jours à compter de la notification de la décision visée à l'alinéa 2, de la commission consultative, ladite commission rend un avis sur la manière de régler le différend, comme cela est prévu à l'article 14, § 1^{er}. Dans ce cas, aux fins de l'article 14, § 1^{er}, la commission consultative est réputée avoir été constituée à la date d'expiration dudit délai de soixante jours.

§ 3. Dans le cas visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, la commission consultative rend un avis sur la manière de régler le différend, conformément à l'article 14, § 1^{er}.

§ 4. Si la commission consultative ne rend pas d'avis dans le délai visé au § 2, alinéa 1^{er}, l'indemnité visée à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, n'est pas due.

§ 5. La personne concernée peut adresser les communications indiquées au § 1^{er}, par dérogation à ces dispositions, uniquement à l'autorité étrangère de l'État membre dans lequel la personne concernée est résidente, ou à l'autorité compétente lorsque la personne concernée est résidente sur le territoire sur lequel les décrets de la Communauté française ont force de loi:

- 1° soit lorsqu'elle est un particulier;
- 2° soit lorsqu'elle n'est pas une grande entreprise et ne fait pas partie d'un grand groupe.

L'autorité étrangère ou l'autorité compétente, selon le cas, informe simultanément l'autorité compétente ou l'autorité étrangère respectivement, des communications, dans un délai de deux mois à compter de la réception de ces communications. Une fois cette notification effectuée, la personne concernée est réputée avoir adressé la communication à l'ensemble des États membres concernés à la date de ladite notification.

CHAPITRE VI. — *Nominations par les juridictions compétentes*

Art. 7. § 1^{er}. Si une commission consultative n'est pas constituée dans le délai prévu à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 4, la personne concernée peut introduire une action en référé devant le président du tribunal de première instance siégeant comme en référé afin de constituer la commission consultative.

§ 2. Lorsque l'autorité compétente n'a pas procédé à la nomination d'au moins une personnalité indépendante et d'un suppléant, la personne concernée peut demander au président du tribunal de première instance de nommer une personnalité indépendante et son suppléant à partir de la liste visée à l'article 9.

Si l'autorité compétente et l'autorité étrangère n'ont pas procédé à la nomination d'au moins une personnalité indépendante et d'un suppléant, la personne concernée peut demander au tribunal de première instance de nommer les deux personnalités indépendantes à partir de la liste visée à l'article 9.

Ces personnalités indépendantes désignent le président par tirage au sort à partir de la liste visée à l'article 9, conformément à l'article 8, § 3.

Lorsque plus d'une personne concernée intervient dans la procédure, les personnes concernées communiquent la demande de nomination des personnalités indépendantes et de leurs suppléants à chacun de leurs États de résidence respectifs.

Lorsqu'une seule personne concernée intervient dans la procédure, cette personne concernée communique la demande de nomination des personnalités indépendantes et de leurs suppléants à l'autorité compétente ou à l'autorité étrangère de l'État membre qui n'a pas désigné au moins une personnalité indépendante et un suppléant.

§ 3. Les demandes visées aux §§ 1 et 2 ne peuvent être portées devant la juridiction visée au § 1^{er} ou au § 2, uniquement à l'expiration de la période de 120 jours visée à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 4, et au plus tard dans un délai de trente jours suivant le terme de ladite période.

§ 4. Dans les cas visés au § 2, le président du tribunal de première instance désigne, comme en référé, les personnalités indépendantes, conformément à l'article 1680, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire.

Les décisions de nomination ou de remplacement des personnalités indépendantes ne sont pas susceptibles de recours. Toutefois, un appel peut être formé contre une telle décision si le président du tribunal de première instance a décidé de ne pas procéder à une nomination.

Le tribunal de première instance notifie la nomination à l'autorité compétente. L'autorité compétente informe les États membres concernés de la désignation.

CHAPITRE VII. — *La commission consultative*

Art. 8. § 1^{er}. La commission consultative visée à l'article 6 est composée comme suit :

- 1° un président;
- 2° un représentant de l'autorité compétente et un représentant de l'autorité étrangère. Si l'autorité compétente et l'autorité étrangère en conviennent, le nombre de ces représentants peut être porté à deux par autorité;
- 3° une personnalité indépendante qui est nommée par l'autorité compétente et une personnalité indépendante nommée par l'autorité étrangère à partir de la liste visée à l'article 9. Si l'autorité compétente et l'autorité étrangère en conviennent, le nombre des personnalités ainsi désignées peut être porté à deux par autorité.

§ 2. Les règles applicables à la nomination des personnalités indépendantes sont convenues entre l'autorité compétente et l'autorité étrangère. À la suite de la nomination des personnalités indépendantes, un suppléant est nommé pour chacune d'entre elles, conformément aux dispositions relatives à la nomination des personnalités indépendantes, pour le cas où celles-ci seraient empêchées de remplir leurs fonctions.

§ 3. Lorsqu'il n'a pas été convenu de règles applicables à la nomination de personnalités indépendantes conformément au § 2, il est procédé à la nomination de ces personnes par tirage au sort.

§ 4. Sauf dans le cas où les personnalités indépendantes ont été nommées par le président du tribunal de première instance conformément à l'article 7, § 1^{er}, l'autorité compétente peut refuser toute personnalité indépendante pour tout motif convenu à l'avance entre l'autorité compétente et l'autorité étrangère ou pour un quelconque des motifs suivants :

- 1° la personnalité en question appartient à l'une des administrations fiscales concernées, ou exerce des fonctions pour le compte de l'une de ces administrations, ou s'est trouvée dans une telle situation à un moment donné au cours des trois années précédentes;
- 2° la personnalité détient ou a détenu une participation importante ou un droit de vote dans l'une des personnes concernées, ou elle a été l'employée ou la conseillère de l'une des personnes concernées, à un moment donné au cours des cinq années précédant la date de sa nomination;
- 3° la personnalité ne présente pas suffisamment de garanties d'objectivité pour le règlement du ou des différends à trancher;
- 4° la personnalité est une employée au sein d'une entreprise qui fournit des conseils fiscaux ou donne des conseils fiscaux à titre professionnel ou s'est trouvée dans une telle situation à un moment donné au cours d'une période d'au moins trois ans avant la date de sa nomination.

§ 5. L'autorité compétente et l'autorité étrangère peuvent demander qu'une personnalité qui a été nommée conformément aux §§ 2 ou 3, ou son suppléant, déclare tout intérêt, toute relation ou tout autre élément qui serait de nature à nuire à son indépendance ou à son impartialité ou qui pourrait raisonnablement donner une impression de partialité au cours de la procédure.

Pendant une période de douze mois suivant la date à laquelle la décision de la commission consultative a été rendue, une personnalité indépendante faisant partie de la commission consultative ne peut se trouver dans une situation qui aurait pu conduire l'autorité compétente ou l'autorité étrangère à s'opposer à sa nomination, comme le prévoit le présent paragraphe, si elle avait été dans cette situation lors de sa nomination au sein de ladite commission consultative.

§ 6. Les représentants de l'autorité compétente et de l'autorité étrangère et les personnalités indépendantes nommées conformément au § 1^{er}, choisissent un président à partir de la liste des personnes visée à l'article 9. Sauf si les représentants de l'autorité compétente et de l'autorité étrangère et les personnalités indépendantes en conviennent autrement, le président est un juge.

CHAPITRE VIII. — *Liste des personnalités indépendantes*

Art. 9. § 1^{er}. Le Gouvernement nomme au moins trois personnes compétentes et indépendantes et capables d'agir de manière impartiale et intègre afin de permettre l'établissement de la liste des personnalités indépendantes comprenant l'ensemble des personnalités indépendantes proposées par les États membres.

La notification de la procédure de nomination des personnalités indépendantes mentionnées à l'alinéa 1^{er}, ainsi que le profil auquel ils doivent répondre font l'objet d'une publication au *Moniteur belge*.

La décision finale de nomination, est également publiée au *Moniteur belge* dans un délai d'un mois à compter de la notification.

§ 2. Le Gouvernement notifie à la Commission européenne les noms des personnalités indépendantes qu'il a nommées.

Le Gouvernement communique également à la Commission européenne les informations complètes et actualisées sur le parcours académique et professionnel de ces personnes, leurs compétences, leur expertise et les éventuels conflits d'intérêts. Les États membres peuvent préciser dans la notification laquelle de ces personnes peut être désignée comme Président.

§ 3. Le Gouvernement informe sans tarder la Commission européenne de toute modification apportée à la liste des personnalités indépendantes qui ont été désignées par lui.

En ce qui concerne le retrait des personnalités indépendantes de la liste, le Gouvernement en informe les personnes indépendantes par lettre recommandée.

§ 4. Lorsque, compte tenu des dispositions pertinentes du présent article, un État membre a de bonnes raisons de s'opposer au maintien d'une personnalité indépendante sur la liste susmentionnée en raison d'un manque d'indépendance, il en informe la Commission européenne et fournit des éléments de preuve appropriés qui étayent ses préoccupations. La Commission européenne informe à son tour l'État membre ayant nommé la personne en question de l'opposition et des éléments de preuve. Sur la base de cette opposition et des éléments de preuve, le Gouvernement prend, dans un délai de six mois, les mesures nécessaires pour examiner la réclamation, puis il décide de maintenir ou non cette personne sur la liste. Le Gouvernement en informe ensuite la Commission européenne sans tarder.

CHAPITRE IX. — *La commission de règlement alternatif des différends*

Art. 10. § 1^{er}. L'autorité compétente et l'autorité étrangère peuvent convenir de constituer une commission de règlement alternatif des différends en lieu et place de la commission consultative visée à l'article 6, pour rendre un avis sur la manière de régler le différend, conformément à l'article 14. L'autorité compétente et l'autorité étrangère peuvent également convenir de constituer une commission de règlement alternatif des différends sous la forme d'un comité ayant un caractère permanent.

§ 2. Excepté en ce qui concerne les règles relatives à l'indépendance de ses membres énoncées à l'article 8, §§ 4 et 5, la commission de règlement alternatif des différends peut différer de la commission consultative en ce qui concerne sa composition et sa forme.

La commission de règlement alternatif des différends peut appliquer, le cas échéant, toute autre procédure ou technique de règlement des différends pour trancher le différend d'une manière contraignante.

§ 3. L'autorité compétente et l'autorité étrangère conviennent des règles de fonctionnement types de la commission de règlement alternatif des différends conformément à l'article 11, § 4.

§ 4. Les articles 12 et 13 s'appliquent à la commission de règlement alternatif des différends, à moins qu'il en ait été convenu autrement dans les règles de fonctionnement types visées à l'article 11.

CHAPITRE X. — *Règles de fonctionnement de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends*

Art. 11. § 1^{er}. L'autorité compétente communique à la personne concernée, dans le délai visé à l'article 6 § 1^{er}, alinéa 4, les informations suivantes :

- 1° les règles de fonctionnement de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends;
- 2° la date à laquelle l'avis sur le règlement du différend doit avoir été rendu;
- 3° les références à toute disposition juridique applicable dans le droit interne applicable des États membres et à tout accord ou convention applicable.

§ 2. Les règles de fonctionnement sont signées entre l'autorité compétente et l'autorité étrangère de chaque État membre concerné par le différend.

Les règles de fonctionnement prévoient notamment :

- 1° la description et les caractéristiques du différend;
- 2° le mandat sur lequel l'autorité compétente et l'autorité étrangère s'accordent en ce qui concerne les questions juridiques et factuelles à régler;
- 3° la forme de l'organe de règlement des différends, soit une commission consultative, soit une commission de règlement alternatif des différends, ainsi que le type de procédure pour tout règlement alternatif des différends, si elle diffère de la procédure d'avis indépendant appliquée par une commission consultative;
- 4° le calendrier de la procédure de règlement des différends;

- 5° la composition de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends, comprenant le nombre de membres, leurs noms, des détails quant à leurs compétences et leurs qualifications ainsi qu'une communication relative aux conflits d'intérêts;
- 6° les règles régissant la participation de la personne ou des personnes concernées et des tiers à la procédure, les échanges de notes, d'informations et d'éléments de preuve, les frais, le type de procédure de règlement de différend à utiliser et toute autre question procédurale ou organisationnelle pertinente;
- 7° les modalités logistiques pour les travaux et la remise de l'avis de la commission consultative.

Si une commission consultative est constituée pour rendre un avis en vertu de l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, seules les informations visées à l'alinéa 2, points 1°, 4°, 5° et 6° figurent dans les règles de fonctionnement.

§ 3. Si les règles de fonctionnement sont incomplètes ou si la personne concernée n'a pas été informée des règles de fonctionnement, les règles de fonctionnement types établies par la Commission européenne sont applicables.

§ 4. Lorsque l'autorité compétente n'a pas notifié les règles de fonctionnement à la personne concernée conformément au § 1^{er} et au § 2, les personnalités indépendantes et le président complètent les règles de fonctionnement sur la base des règles de fonctionnement types visées au § 3 et les transmettent à la personne concernée dans un délai de deux semaines à compter de la date de la constitution de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends.

Lorsque les personnalités indépendantes et le président ne se sont pas accordés sur les règles de fonctionnement ou ne les ont pas notifiées à la personne concernée, les personnes concernées peuvent saisir, comme en référé, le président du tribunal de première instance afin d'obtenir une ordonnance aux fins de fixation et d'exécution des règles de fonctionnement standard visées au § 3.

§ 5. L'autorité compétente, la commission consultative et la commission de règlement alternatif des différends sont responsables du traitement; chacune respectivement pour les traitements de données qu'elles réalisent pour l'exercice des missions de service public qui leur sont confiées par le présent décret.

CHAPITRE XI. — *Frais de procédure*

Art. 12. § 1^{er}. Sauf disposition contraire du § 2, et à moins que l'autorité compétente et l'autorité étrangère en soient convenues autrement, les frais suivants sont répartis en parts égales entre les Etats membres concernés :

- 1° le défraiement des personnalités indépendantes pour un montant correspondant à la moyenne des montants habituellement remboursés aux hauts fonctionnaires des Etats membres concernés;
- 2° la rémunération des personnalités indépendantes est, le cas échéant, limitée à 1 000 euros par personne et par jour de réunion de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends.

Les frais exposés par la personne concernée ne sont pas à la charge des Etats membres.

§ 2. Tous les frais visés aux § 1^{er}, 1° et 2°, et pour autant que l'autorité compétente et l'autorité étrangère en conviennent, sont à la charge de la personne concernée lorsqu'elle a présenté :

- 1° une notification de retrait de réclamation en vertu de l'article 3, § 7;
- 2° une demande au titre des dispositions de l'article 6, § 1^{er}, à la suite d'un rejet intervenu conformément à l'article 5, § 1^{er}, et après que la commission consultative a statué que c'est à bon droit que l'autorité compétente ou l'autorité étrangère a rejeté la réclamation.

CHAPITRE XII. — *Renseignements, éléments de preuve et auditions*

Art. 13. § 1^{er}. Aux fins de la procédure visée à l'article 6, dans la mesure où l'autorité compétente et l'autorité étrangère y consentent, la ou les personnes concernées peuvent fournir à la commission consultative ou à la commission de règlement alternatif des différends tous renseignements, éléments de preuve et documents susceptibles d'être utiles pour la décision. La ou les personnes concernées, l'autorité compétente et l'autorité étrangère fournissent tous renseignements, éléments de preuve ou documents, à la demande de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends. Toutefois, l'autorité compétente ou l'autorité étrangère peut refuser de fournir des renseignements à la commission consultative dans chacun des cas suivants :

- 1° l'obtention des renseignements nécessite de prendre des mesures administratives qui vont à l'encontre du droit interne;
- 2° les renseignements ne peuvent être obtenus en vertu du droit interne;
- 3° les renseignements concernent des secrets commerciaux, industriels ou professionnels, ou des procédés commerciaux;
- 4° la divulgation des renseignements est contraire à l'ordre public.

§ 2. Les personnes concernées peuvent, à leur demande et avec l'accord de l'autorité compétente et l'autorité étrangère, se présenter ou se faire représenter devant une commission consultative ou une commission de règlement alternatif des différends. Si la commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends le requiert, les personnes concernées se présentent devant elle ou s'y font représenter.

CHAPITRE XIII. — *Avis de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends*

Art. 14. § 1^{er}. La commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends rend son avis à l'autorité compétente et à l'autorité étrangère dans un délai de six mois à compter de la date où elle a été constituée.

Lorsque la commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends estime que le différend est tel qu'elle aurait besoin de plus de six mois pour rendre un avis, le délai prévu à l'alinéa 1^{er} peut être prolongé de trois mois.

La commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends informe l'autorité compétente, l'autorité étrangère, ainsi que les personnes concernées de cette prorogation.

§ 2. La commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends fonde son avis sur les dispositions des accords ou des conventions visées à l'article 1^{er}, § 3, alinéa 1^{er}, et sur toute disposition de droit interne applicable.

§ 3. La commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends se prononce à la majorité simple de ses membres. En l'absence de majorité, la voix du président est prépondérante. Le président communique l'avis de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends à l'autorité compétente et à l'autorité étrangère.

CHAPITRE XIV. — *Décision définitive*

Art. 15. § 1^{er}. Dans un délai de six mois à compter de la notification de l'avis de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends, l'autorité compétente et l'autorité étrangère conviennent de la manière de régler le différend.

§ 2. L'autorité compétente et l'autorité étrangère peuvent prendre une décision qui s'écarte de l'avis de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends.

Toutefois, si elles ne parviennent pas à un accord sur la manière de régler le différend, elles sont liées par l'avis de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends.

§ 3. L'autorité compétente notifie sans tarder la décision définitive visée au § 1^{er} à la personne concernée.

En l'absence d'une telle notification dans un délai de trente jours à compter de la prise de la décision, la personne concernée peut introduire dans son État membre de résidence un recours conformément aux règles de droit interne applicables, en vue d'obtenir la décision définitive.

§ 4. La décision définitive est contraignante pour les États membres concernés mais ne constitue pas un précédent.

La décision définitive est mise en oeuvre, sous réserve que la ou les personnes concernées l'acceptent et renoncent au droit à toute voie de recours interne dans un délai de soixante jours à compter de la date à laquelle la décision définitive a été notifiée, le cas échéant.

Sauf dans le cas où une juridiction ou tout autre organe judiciaire compétent d'un État membre concerné estime, conformément à ses règles nationales applicables en matière de recours et au regard des critères visés à l'article 8, qu'il y avait un manque d'indépendance, la décision définitive est appliquée conformément au droit national des États membres concernés, qui, à la suite de cette décision définitive, modifient leur imposition, quels que soient les délais prévus par le droit interne.

Lorsque la décision définitive n'a pas été mise en oeuvre, la personne concernée peut, conformément aux articles 1385*decies* et à l'article 1385*undecies* du Code judiciaire, saisir le tribunal de première instance afin de la faire exécuter.

CHAPITRE XV. — *Interaction avec les procédures et dérogations nationales*

Art. 16. § 1^{er}. La personne concernée peut recourir à la procédure visée par le présent décret même dans le cas d'un avis d'imposition qui est devenu définitif ou d'une décision du fonctionnaire en charge de l'établissement ou du contentieux administratif relatifs à l'imposition, qui a abouti au règlement du différend de façon définitive.

§ 2. Le fait que le différend soit traité par la procédure amiable ou la procédure de règlement des différends, visées respectivement aux articles 4 et 6, n'empêche pas la Communauté française d'engager ou de poursuivre, pour les mêmes affaires, des procédures judiciaires ou des procédures visant à appliquer des sanctions administratives et pénales.

§ 3. Si la personne concernée a utilisé une voie de recours, les délais visés à l'article 3, § 5 et à l'article 4, § 1^{er}, courent à compter de la date à laquelle un jugement prononcé dans le cadre de ladite procédure devient définitif, ou à laquelle ladite procédure a été définitivement close par un autre moyen, ou lorsque la procédure a été suspendue.

§ 4. Si la juridiction compétente s'est prononcée sur un différend ayant acquis l'autorité de la chose jugée, et si la Communauté française ne peut déroger à cette décision, l'autorité compétente notifie à l'autorité étrangère la décision de cette juridiction, et :

- 1° la procédure amiable visée à l'article 4 prend fin à compter de la date de cette notification si aucun accord n'est intervenu sur le différend à la date de cette notification;
- 2° les dispositions de l'article 6, § 1^{er}, ne peuvent plus être invoquées par la personne concernée si le différend est resté sans solution pendant toute la durée de la procédure amiable visée à l'article 4;
- 3° il est mis fin à la procédure de règlement des différends visée à l'article 6 si la décision de la juridiction compétente a été rendue après qu'une demande a été présentée par une personne concernée au titre de l'article 6, § 1^{er}, mais avant que la commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends n'ait rendu son avis à l'autorité étrangère conformément à l'article 14. En outre, l'autorité compétente informe la commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends quant à l'effet de la décision de la juridiction compétente ou de tout autre organe judiciaire compétent.

§ 5. L'introduction d'une réclamation, comme le prévoit l'article 3, met fin à toute procédure amiable ou procédure de règlement des différends en cours au titre d'un accord ou d'une convention visée à l'article 1^{er}, § 3, alinéa 1^{er} donnant lieu à une interprétation ou à une application dans le cadre du différend en question. Il est mis fin à cette autre procédure en cours concernant le différend en question avec effet à compter de la date de la première réception de la réclamation par l'autorité compétente ou une autorité étrangère.

§ 6. Par dérogation à l'article 6, l'autorité compétente peut refuser l'accès à la procédure de règlement des différends au titre de l'article 6 dans les cas où il a été infligé, dans l'ordre juridique interne, des sanctions en rapport avec les revenus ou capitaux corrigés pour une fraude fiscale, faute intentionnelle et négligence grave.

Lorsque des procédures judiciaires ou administratives susceptibles d'aboutir à de telles sanctions ont été engagées et que lesdites procédures sont menées simultanément à une des procédures visées dans le présent décret, l'autorité compétente peut suspendre les procédures prévues dans le présent décret à compter de la date d'acceptation de la réclamation jusqu'à la date de l'issue définitive desdites procédures.

§ 7. L'autorité compétente peut, au cas par cas, refuser l'accès à la procédure de règlement des différends visée à l'article 6 lorsqu'un différend n'a pas trait à une double imposition. Dans ces cas, l'autorité compétente informe sans tarder la personne concernée et l'autorité étrangère.

CHAPITRE XVI. — *Publicité*

Art. 17. § 1^{er}. Les commissions consultatives et les commissions de règlement alternatif des différends rendent leurs avis visés à l'article 14 par écrit.

§ 2. L'autorité compétente et l'autorité étrangère peuvent convenir de publier dans leur intégralité les décisions définitives visées à l'article 15, sous réserve du consentement de chacune des personnes concernées.

§ 3. Lorsque l'autorité étrangère ou la personne concernée ne consentent pas à la publication de la décision définitive dans son intégralité, l'autorité compétente en publie un résumé.

Ce résumé est accompagné d'une description du problème posé et des faits, de la date, des périodes imposables concernées, de la base juridique, du secteur d'activité, d'une brève description du résultat définitif et d'une description de la méthode d'arbitrage utilisée.

Avant de publier les informations conformément au premier alinéa, l'autorité compétente les communique à la personne concernée. Au plus tard soixante jours à compter de la réception de ces informations, la personne concernée peut demander à l'autorité compétente de ne publier aucune information qui concerne un secret commercial, industriel ou professionnel, ou un procédé commercial, ou qui est contraire à l'ordre public.

§ 4. L'information visée aux §§ 2 et 3 est communiquée via des formulaires types établis par la Commission européenne. Avant sa publication, l'information visées aux §§ 2 et 3 est au préalable expurgée des données à caractère personnel au sens du Règlement 216/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, excluant ainsi l'identification des personnes concernées.

§ 5. L'autorité compétente communique sans tarder à la Commission européenne les informations à publier conformément aux § 2. et 3.

CHAPITRE XVII. — *Obligation de secret*

Art. 18. § 1^{er}. Les membres d'une commission consultative ou d'une commission de règlement alternatif des différends doivent respecter la plus stricte confidentialité des renseignements qu'ils obtiennent en leur qualité de membres d'une commission consultative ou d'une commission de règlement alternatif des différends.

§ 2. La personne concernée et son représentant traitent de manière confidentielle toutes les informations, y compris la connaissance des documents, qu'ils obtiennent au cours de la procédure.

Sur demande de l'autorité compétente, la personne concernée et son représentant déclarent qu'ils traiteront de manière confidentielle toutes les informations, y compris la connaissance des documents, qu'ils obtiennent au cours des étapes de la procédure.

Art. 19. § 1. La violation de l'obligation au secret prévue à l'article 18 est punie conformément à l'article 458 du code pénal.

§ 2. Sans préjudice de la conservation nécessaire pour le traitement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherches scientifique ou historique ou à des fins statistiques dans le respect des exigences de l'article 89 du Règlement (UE) 2016/679 précité, les données à caractère personnel qui résultent des traitements prévus dans le présent décret ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder un an après la prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence du responsable de traitement concerné et, le cas échéant, la cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires ainsi que du paiement intégral de tous les montants y liés.

TITRE III

Art. 20. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Le présent décret s'applique à toute réclamation introduite à compter du 1^{er} juillet 2019 concernant des différends relatifs aux revenus ou aux capitaux perçus au cours d'une période imposable commençant le 1^{er} janvier 2018 ou après cette date.

ANNEXE

TABLEAU DE CONCORDANCE	
DIRECTIVE (UE) 2017/1852	PROJET DE DECRET
Article 1 ^{er}	Art. 1 et art. 2, 6°
Article 2	
paragraphe 1 ^{er}	Art. 2, 1° – 5°
a)	Art. 2, 1°, 3°
b)	Art. 2, 2°
c)	Art. 2, 4°, a), b) et c)
d)	Art. 2, 5°
paragraphe 2	NA
Article 3	
paragraphe 1 ^{er}	Art. 3, § 1 ^{er}
a)	Art. 3, § 1 ^{er}
b)	Art. 3, § 1 ^{er}
paragraphe 2	Art. 3, §§ 2 et 3
paragraphe 3	Art. 3, § 4
a)	Art. 3, § 4, 1°
b)	Art. 3, § 4, 2°
c)	Art. 3, § 4, 3°
d)	Art. 3, § 4, 4°
e)	Art. 3, § 4, 5°
i)	Art. 3, § 4, 5°, a)

TABLEAU DE CONCORDANCE	
DIRECTIVE (UE) 2017/1852	PROJET DE DECRET
Article 1 ^{er}	Art. 1 et art. 2, 6°
ii)	Art. 3, § 4, 5°, b)
iii)	Art. 3, § 4, 5°, c)
iv)	Art. 3, § 4, 5°, d)
v)	Art. 3, § 4, 5°, e)
f)	Art. 3, § 4, 6°
paragraphe 4	Art. 3, § 5
paragraphe 4	Art. 3, § 5, alinéas 1 ^{er} et 2
paragraphe 4	Art. 3, § 5, alinéas 3 et 4
paragraphe 5	Art. 3, § 6
paragraphe 5, alinéa 1 ^{er}	Art. 3, § 6, alinéa 1 ^{er}
paragraphe 5, alinéa 2	Art. 3, § 6, alinéa 2
paragraphe 6	Art. 3, §§ 7 et 8
paragraphe 6, alinéa 1 ^{er}	Art. 3, § 7
paragraphe 6, alinéa 2	Art. 3, § 8
Article 4	
paragraphe 1 ^{er}	Art. 4, § 1 ^{er}
paragraphe 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	Art. 4, § 1, alinéa 1 ^{er}
paragraphe 1 ^{er} , alinéa 2	Art. 4, § 1, alinéa 2,
paragraphe 2	Art. 4, § 2
paragraphe 3	Art. 4, § 3
Article 5	
paragraphe 1 ^{er}	Art. 5, § 1 ^{er}
alinéa 1 ^{er} , a)	Art. 5, § 1, alinéa 1 ^{er} , 1°; § 4, 6° et § 5, alinéa 3
alinéa 1 ^{er} , b)	Art. 5, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 2°
alinéa 1 ^{er} , c)	Art. 5, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 3°
alinéa 2	Art. 5, § 1 ^{er} , alinéa 2
paragraphe 2	Art. 5, § 2
paragraphe 3, alinéa 1 ^{er}	Art. 5, § 3, alinéa 1 ^{er}
a)	Art. 5, § 3, alinéa 2, 1°
b)	Art. 5, § 3, alinéa 2, 2°
c)	Art. 5, § 3, alinéa 2, 3°
paragraphe 3, alinéa 2	Art. 5, § 3, alinéa 3
Article 6	
paragraphe 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	Art. 6, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}
a)	Art. 6, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 1°
b)	Art. 6, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 2°
paragraphe 1 ^{er} , alinéa 2	Art. 6, § 1 ^{er} , alinéa 2
paragraphe 1 ^{er} , alinéa 3	Art. 6, § 1 ^{er} , alinéa 3
paragraphe 2	Art. 6, § 2
paragraphe 2, alinéa 1 ^{er}	Article 6, § 2, alinéa 1 ^{er}
paragraphe 2, alinéa 2	Art. 6, § 2, alinéa 3
paragraphe 2, alinéa 3	Art. 6, § 2, alinéa 5
paragraphe 3	Art. 6, § 3
Article 7	
paragraphe 1 ^{er}	Art. 7, §§ 1 ^{er} et 2
paragraphe 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	Art. 7, § 1 ^{er}
paragraphe 1 ^{er} , alinéa 2	Art. 7, § 2, alinéa 1 ^{er}
paragraphe 1 ^{er} , alinéa 3	Articles 7, § 2, alinéa 2

TABLEAU DE CONCORDANCE	
DIRECTIVE (UE) 2017/1852	PROJET DE DECRET
Article 1 ^{er}	Art. 1 et art. 2, 6 ^o
paragraphe 1 ^{er} , alinéa 4	Art. 7, § 2, alinéas 4 et 5
paragraphe 2	Art. 7, § 3
paragraphe 3	Art. 7, § 4; art. 7, § 4, alinéa 1 ^{er}
Article 8	
paragraphe 1 ^{er}	Art. 8, § 1 ^{er}
a)	Art. 8, § 1 ^{er} , 1 ^o
b)	Art. 8, § 1 ^{er} , 2 ^o
c)	Art. 8, § 1 ^{er} , 3 ^o
paragraphe 2	Art. 8, § 2
paragraphe 3	Art. 8, § 3
paragraphe 4	Art. 8, § 4
a)	Art. 8, § 4, 1 ^o
b)	Art. 8, § 4, 2 ^o
c)	Art. 8, § 4, 3 ^o
d)	Art. 8, § 4, 4 ^o
paragraphe 5	Art. 8, § 5
paragraphe 5, alinéa 1 ^{er}	Art. 8, § 5, alinéa 1 ^{er}
paragraphe 5, alinéa 2	Art. 8, § 5, alinéa 2
paragraphe 6	Art. 8, § 6
Article 9	
paragraphe 1 ^{er}	Art. 9, § 1 ^{er}
paragraphe 2	Art. 9, § 2
paragraphe 3	Art. 9, §§ 3 – 5
paragraphe 3, alinéa 1 ^{er}	Art. 9, § 3, alinéa 1 ^{er}
paragraphe 3, alinéa 2	Art. 9, § 3, alinéa 2
paragraphe 3, alinéa 3	Art. 9, §§ 4 et 5
Article 10	
paragraphe 1 ^{er}	Articles 2, 9 ^o
paragraphe 2	Art. 10, § 2
paragraphe 2, alinéa 1 ^{er}	Art. 10, § 2, alinéa 1 ^{er}
paragraphe 2, alinéa 2	Art. 10, § 2, alinéa 2
paragraphe 3	Art. 10, § 3
paragraphe 4	Art. 10, § 4
Article 11	
paragraphe 1 ^{er}	Art. 11, § 1 ^{er}
a)	Art. 11, § 1 ^{er} , 1 ^o
b)	Art. 11, § 1 ^{er} , 2 ^o
c)	Art. 11, § 1 ^{er} , 3 ^o
paragraphe 2	Art. 11, § 2
paragraphe 2, alinéa 1 ^{er}	Art. 11, § 2, alinéa 1 ^{er}
paragraphe 2, alinéa 2	Art. 11, § 2, alinéa 2
a)	Art. 11, § 2, alinéa 2, 1 ^o
b)	Art. 11, § 2, alinéa 2, 2 ^o
c)	Art. 11, § 2, alinéa 2, 3 ^o
d)	Art. 11, § 2, alinéa 2, 4 ^o
e)	Art. 11, § 2, alinéa 2, 5 ^o
f)	Art. 11, § 2, alinéa 2, 6 ^o
g)	Art. 11, § 2, alinéa 2, 7 ^o
paragraphe 2, alinéa 3	Art. 11, § 2, alinéa 3

TABLEAU DE CONCORDANCE	
DIRECTIVE (UE) 2017/1852	PROJET DE DECRET
Article 1 ^{er}	Art. 1 et art. 2, 6 ^o
paragraphe 3	Art. 11, § 3
paragraphe 4	Art. 11, § 4
Article 12	
paragraphe 1 ^{er}	Art. 12, § 1 ^{er} ; art. 6, § 4
paragraphe 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	Art. 12, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}
a)	Art. 12, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 1 ^o
b)	Art. 12, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 2 ^o
paragraphe 1 ^{er} , alinéa 2	Art. 12, § 1 ^{er} , alinéa 2
paragraphe 2	Art. 12, § 2
paragraphe 2, alinéa 1 ^{er}	Art. 12, § 2
a)	Art. 12, § 2, 1 ^o
b)	Art. 12, § 2, 2 ^o
paragraphe 2, alinéa 2	Art. 12, § 2, 2 ^o
Article 13	
paragraphe 1 ^{er}	Art. 13, § 1 ^{er} ; art. 15, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}
a)	Art. 13, § 1 ^{er} , alinéa 3, 1 ^o
b)	Art. 13, § 1 ^{er} , alinéa 3, 2 ^o
c)	Art. 13, § 1 ^{er} , alinéa 3, 3 ^o
d)	Art. 13, § 1 ^{er} , alinéa 3, 4 ^o
paragraphe 2	Art. 13, § 2
paragraphe 3	Art. 18, §§ 1 ^{er} et 2 et art. 19
Article 14	
paragraphe 1 ^{er}	Art. 14, § 1 ^{er}
paragraphe 2	Art. 14, § 2
paragraphe 3	Art. 14, § 3
Article 15	
paragraphe 1 ^{er}	Art. 15, § 1 ^{er}
paragraphe 2	Art. 15, § 2
paragraphe 3	Art. 15, § 3
paragraphe 4	Art. 15, § 4
paragraphe 4, alinéa 1 ^{er}	Art. 15, § 4, alinéa 1 ^{er}
paragraphe 4, alinéa 2	Art. 15, § 4, alinéa 2 à 4
Article 16	
paragraphe 1 ^{er}	Art. 16, § 1 ^{er}
paragraphe 2	Art. 16, § 2
paragraphe 3	Art. 16, § 3
paragraphe 4	Art. 16, § 4
a)	Art. 16, § 4, 1 ^o
b)	Art. 16, § 4, 2 ^o
c)	Art. 16, § 4, 3 ^o
paragraphe 5	Art. 16, § 5
paragraphe 6	Art. 16, § 6; art. 16, § 6, alinéa 1 ^{er}
paragraphe 7	Art. 16, § 7
Article 17	
alinéa 1 ^{er}	Art. 3, § 9, alinéa 1 ^{er} ; art. 6, § 5, alinéa 1 ^{er}
a)	Art. 3, § 9, alinéa 1 ^{er} , 1 ^o ; art. 6, § 5, alinéa 1 ^{er} , 1 ^o
b)	Art. 3, § 9, alinéa 1 ^{er} , 2 ^o ; art. 6, § 5, alinéa 1 ^{er} , 2 ^o
alinéa 2	Art. 3, § 9, alinéa 2; art. 6, § 5, alinéa 2
alinéa 3	Art. 3, § 9, alinéa 3; art. 6, § 5, alinéa 3

TABLEAU DE CONCORDANCE	
DIRECTIVE (UE) 2017/1852	PROJET DE DECRET
Article 1 ^{er}	Art. 1 et art. 2, 6 ^o
Article 18	
paragraphe 1 ^{er}	Art. 17, § 1 ^{er}
paragraphe 2	Art. 17, § 2
paragraphe 3	Art. 17, § 3
paragraphe 3, alinéa 1 ^{er}	Art. 17, § 3, alinéa 1 ^{er} et 2
paragraphe 3, alinéa 2	Art. 17, § 3, alinéa 3
paragraphe 4	Art. 17, § 4
paragraphe 5	Art. 17, § 5
Article 22	
paragraphe 1 ^{er} , alinéa 2	Art. 1 ^{er} , § 2

TABLEAU DE CONCORDANCE	
Projet de décret	DIRECTIVE (UE) 2017/1852
Art. 1 ^{er} , § 1 ^{er}	NA
Art. 1 ^{er} , § 2	Article 22, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 2
Art. 1 ^{er} , § 3	Article 1 ^{er}
Art. 2	
1 ^o	Article 2, paragraphe 1 ^{er} , a)
2 ^o	Article 2, paragraphe 1 ^{er} , b)
3 ^o	Article 2, paragraphe 1 ^{er} , a)
4 ^o	Article 2, paragraphe 1 ^{er} , c)
4 ^o , a)	Article 2, paragraphe 1 ^{er} , c)
4 ^o , b)	Article 2, paragraphe 1 ^{er} , c)
4 ^o , c)	Article 2, paragraphe 1 ^{er} , c)
5 ^o	Article 2, paragraphe 1 ^{er} , d)
6 ^o	Article 1 ^{er}
7 ^o	NA
8 ^o	Article 6, paragraphe 1 ^{er}
9 ^o	Article 10, paragraphe 1 ^{er}
10 ^o	Article 10, paragraphe 1 ^{er}
11 ^o	Article 17, paragraphe 2
12 ^o	Article 17, paragraphe 1 ^{er} , b)
12 ^o , a)	Article 17, paragraphe 1 ^{er} , b)
12 ^o , b)	Article 17, paragraphe 1 ^{er} , b)
12 ^o , c)	Article 17, paragraphe 1 ^{er} , b)
13 ^o	Article 17, paragraphe 1 ^{er} , b)
13 ^o , a)	Article 17, paragraphe 1 ^{er} , b)
13 ^o , b)	Article 17, paragraphe 1 ^{er} , b)
13 ^o , c)	Article 17, paragraphe 1 ^{er} , b)
Art. 3	
§ 1 ^{er}	Article 3, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	Article 3, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 2	Article 3, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 3	Article 3, paragraphe 1 ^{er}
§ 2	Article 3, paragraphe 2
§ 3	Article 3, paragraphe 2
§ 3, alinéa 1 ^{er}	Article 3, paragraphe 2
§ 3, alinéa 2	Article 3, paragraphe 2
§ 4	Article 3, paragraphe 3

TABLEAU DE CONCORDANCE	
Projet de décret	DIRECTIVE (UE) 2017/1852
Art. 1 ^{er} , § 1 ^{er}	NA
§ 4, 1 ^o	Article 3, paragraphe 3, a)
§ 4, 2 ^o	Article 3, paragraphe 3, b)
§ 4, 3 ^o	Article 3, paragraphe 3, c)
§ 4, 4 ^o	Article 3, paragraphe 3, d)
§ 4, 5 ^o	Article 3, paragraphe 3, e)
§ 4, 5 ^o , a)	Article 3, paragraphe 3, e), i)
§ 4, 5 ^o , b)	Article 3, paragraphe 3, e), ii)
§ 4, 5 ^o , c)	Article 3, paragraphe 3, e), iii)
§ 4, 5 ^o , d)	Article 3, paragraphe 3, e), iv)
§ 4, 5 ^o , e)	Article 3, paragraphe 3, e), v)
§ 4, 6 ^o	Article 3, paragraphe 3, f)
§ 5	Article 3, paragraphe 4
§ 5, alinéa 1 ^{er}	Article 3, paragraphe 4, alinéa 1 ^{er}
§ 5, alinéa 2	Article 3, paragraphe 4, alinéa 1 ^{er}
§ 5, alinéa 3	Article 3, paragraphe 4, alinéa 2
§ 5, alinéa 4	Article 3, paragraphe 4, alinéa 2
§ 6	Article 3, paragraphe 5
§ 6, alinéa 1 ^{er}	Article 3, paragraphe 5, alinéa 1 ^{er}
§ 6, alinéa 2	Article 3, paragraphe 5, alinéa 2
§ 7	Article 3, paragraphe 6, alinéa 1 ^{er}
§ 7, alinéa 1 ^{er}	Article 3, paragraphe 6, alinéa 1 ^{er}
§ 7, alinéa 2	Article 3, paragraphe 6, alinéa 1 ^{er}
§ 7, alinéa 3	Article 3, paragraphe 6, alinéa 1 ^{er}
§ 8	Article 3, paragraphe 6, alinéa 2
§ 8, alinéa 1 ^{er}	Article 3, paragraphe 6, alinéa 2
§ 8, alinéa 2	Article 3, paragraphe 6, alinéa 2
§ 9	Article 17
§ 9, alinéa 1 ^{er}	Article 17, alinéas 1 ^{er} et 2
§ 9, alinéa 1 ^{er} , 1 ^o	Article 17, alinéa 1 ^{er} , a)
§ 9, alinéa 1 ^{er} , 2 ^o	Article 17, alinéa 1 ^{er} , b)
§ 9, alinéa 2	Article 17, alinéa 2
Art. 4	
§ 1 ^{er}	Article 4, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	Article 4, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 2	Article 4, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 2
§ 2	Article 4, paragraphe 2
§ 2, alinéa 1 ^{er}	Article 4, paragraphe 2
§ 2, alinéa 2	Article 4, paragraphe 2
§ 3	Article 4, paragraphe 3
Art. 5	
§ 1 ^{er}	Article 5, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	Article 5, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 1 ^o	Article 5, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , a)
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 2 ^o	Article 5, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , b)
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 3 ^o	Article 5, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , c)
§ 1 ^{er} , alinéa 2	Article 5, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 2
§ 2	Article 5, paragraphe 2
§ 3	Article 5, paragraphe 3, alinéas 1 ^{er} et 2
§ 3, alinéa 1 ^{er}	Article 5, paragraphe 3, alinéa 1 ^{er}

TABLEAU DE CONCORDANCE	
Projet de décret	DIRECTIVE (UE) 2017/1852
Art. 1 ^{er} , § 1 ^{er}	NA
§ 3, alinéa 2	Article 5, paragraphe 3, alinéa 1 ^{er}
§ 3, alinéa 2, 1 ^o	Article 5, paragraphe 3, alinéa 1 ^{er} , a)
§ 3, alinéa 2, 2 ^o	Article 5, paragraphe 3, alinéa 1 ^{er} , b)
§ 3, alinéa 2, 3 ^o	Article 5, paragraphe 3, alinéa 1 ^{er} , c)
§ 3, alinéa 3	Article 5, paragraphe 3, alinéa 2
Art. 6	
§ 1 ^{er}	Article 6, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	Article 6, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 1 ^o	Article 6, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , a)
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 2 ^o	Article 6, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , b)
§ 1 ^{er} , alinéa 2	Article 6, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 2
§ 1 ^{er} , alinéa 3	Article 6, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 3
§ 1 ^{er} , alinéa 4	Article 6, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 3
§ 2	Article 6, paragraphe 2
§ 2, alinéa 1 ^{er}	Article 6, paragraphe 2, alinéa 1 ^{er}
§ 2, alinéa 2	Article 6, paragraphe 2, alinéa 1 ^{er}
§ 2, alinéa 3	Article 6, paragraphe 2, alinéa 2
§ 2, alinéa 4	Article 6, paragraphe 2, alinéa 2
§ 2, alinéa 5	Article 6, paragraphe 2, alinéa 3
§ 3	Article 6, paragraphe 3
§ 4	Article 12, paragraphe 1 ^{er}
§ 5	Article 17
§ 5, alinéa 1 ^{er}	Article 17, alinéas 1 ^{er} et 2
§ 5, alinéa 1 ^{er} , 1 ^o	Article 17, alinéa 1 ^{er} , a)
§ 5, alinéa 1 ^{er} , 2 ^o	Article 17, alinéa 1 ^{er} , b)
§ 5, alinéa 2	Article 17, alinéa 2
Art. 7	
§ 1 ^{er}	Article 7, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}
§ 2	Article 7, paragraphe 1 ^{er} , alinéas 2, 3 et 4
§ 2, alinéa 1 ^{er}	Article 7, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 2
§ 2, alinéa 2	Article 7, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 3
§ 2, alinéa 3	Article 7, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 3
§ 2, alinéa 4	Article 7, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 4
§ 2, alinéa 5	Article 7, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 4
§ 3	Article 7, paragraphe 2
§ 4	Article 7, paragraphe 3
§ 4, alinéa 1 ^{er}	Article 7, paragraphe 3
§ 4, alinéa 2	Article 7, paragraphe 3
§ 4, alinéa 3	Article 7, paragraphe 3
Art. 8	
§ 1 ^{er}	Article 8, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , 1 ^o	Article 8, paragraphe 1 ^{er} , a)
§ 1 ^{er} , 2 ^o	Article 8, paragraphe 1 ^{er} , b)
§ 1 ^{er} , 3 ^o	Article 8, paragraphe 1 ^{er} , c)
§ 2	Article 8, paragraphe 2
§ 3	Article 8, paragraphe 3
§ 4	Article 8, paragraphe 4
§ 4, 1 ^o	Article 8, paragraphe 4, a)
§ 4, 2 ^o	Article 8, paragraphe 4, b)

TABLEAU DE CONCORDANCE	
Projet de décret	DIRECTIVE (UE) 2017/1852
Art. 1 ^{er} , § 1 ^{er}	NA
§ 4, 3 ^o	Article 8, paragraphe 4, <i>c</i>)
§ 4, 4 ^o	Article 8, paragraphe 4, <i>d</i>)
§ 5	Article 8, paragraphe 5
§ 5, alinéa 1 ^{er}	Article 8, paragraphe 5, alinéa 1 ^{er}
§ 5, alinéa 2	Article 8, paragraphe 5, alinéa 2
§ 6	Article 8, paragraphe 6
Art. 9	
§ 1 ^{er}	Article 9, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	Article 9, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 2	Article 9, paragraphe 1 ^{er}
§ 2	Article 9, paragraphe 2
§ 2, alinéa 1 ^{er}	Article 9, paragraphe 2
§ 2, alinéa 2	Article 9, paragraphe 2
§ 3	Article 9, paragraphe 3, alinéas 1 ^{er} et 2
§ 3, alinéa 1 ^{er}	Article 9, paragraphe 3, alinéa 1 ^{er}
§ 3, alinéa 2	Article 9, paragraphe 3, alinéa 2
§ 4	Article 9, paragraphe 3, alinéa 3
§ 5	Article 9, paragraphe 3, alinéa 3
§ 5, alinéa 1 ^{er}	Article 9, paragraphe 3, alinéa 3
§ 5, alinéa 2	Article 9, paragraphe 3, alinéa 3
Art. 10	
§ 1 ^{er}	Article 10, paragraphe 1 ^{er}
§ 2	Article 10, paragraphe 2
§ 2, alinéa 1 ^{er}	Article 10, paragraphe 2, alinéa 1 ^{er}
§ 2, alinéa 2	Article 10, paragraphe 2, alinéa 2
§ 3	Article 10, paragraphe 3
§ 4	Article 10, paragraphe 4
Art. 11	
§ 1 ^{er}	Article 11, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , 1 ^o	Article 11, paragraphe 1 ^{er} , <i>a</i>)
§ 1 ^{er} , 2 ^o	Article 11, paragraphe 1 ^{er} , <i>b</i>)
§ 1 ^{er} , 3 ^o	Article 11, paragraphe 1 ^{er} , <i>c</i>)
§ 2	Article 11, paragraphe 2
§ 2, alinéa 1 ^{er}	Article 11, paragraphe 2, alinéa 1 ^{er}
§ 2, alinéa 2	Article 11, paragraphe 2, alinéa 2
§ 2, alinéa 2, 1 ^o	Article 11, paragraphe 2, alinéa 2, <i>a</i>)
§ 2, alinéa 2, 2 ^o	Article 11, paragraphe 2, alinéa 2, <i>b</i>)
§ 2, alinéa 2, 3 ^o	Article 11, paragraphe 2, alinéa 2, <i>c</i>)
§ 2, alinéa 2, 4 ^o	Article 11, paragraphe 2, alinéa 2, <i>d</i>)
§ 2, alinéa 2, 5 ^o	Article 11, paragraphe 2, alinéa 2, <i>e</i>)
§ 2, alinéa 2, 6 ^o	Article 11, paragraphe 2, alinéa 2, <i>f</i>)
§ 2, alinéa 2, 7 ^o	Article 11, paragraphe 2, alinéa 2, <i>g</i>)
§ 2, alinéa 3	Article 11, paragraphe 2, alinéa 3
§ 3	Article 11, paragraphe 3
§ 4	Article 11, paragraphe 4
§ 4, alinéa 1 ^{er}	Article 11, paragraphe 4
§ 4, alinéa 2	Article 11, paragraphe 4
Art. 12	
§ 1 ^{er}	Article 12, paragraphe 1 ^{er}

TABLEAU DE CONCORDANCE	
Projet de décret	DIRECTIVE (UE) 2017/1852
Art. 1 ^{er} , § 1 ^{er}	NA
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	Article 12, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 1 ^o	Article 12, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , a)
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 2 ^o	Article 12, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , b)
§ 1 ^{er} , alinéa 2	Article 12, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 2
§ 2	Article 12, paragraphe 2
§ 2, 1 ^o	Article 12, paragraphe 2, alinéa 1 ^{er} , a)
§ 2, 2 ^o	Article 12, paragraphe 2, alinéa 1 ^{er} , b) et article 12, paragraphe 2, alinéa 2
Art. 13	
§ 1 ^{er}	Article 13, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	Article 13, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 2	Article 13, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 3	Article 13, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 3, 1 ^o	Article 13, paragraphe 1 ^{er} , a)
§ 1 ^{er} , alinéa 3, 2 ^o	Article 13, paragraphe 1 ^{er} , b)
§ 1 ^{er} , alinéa 3, 3 ^o	Article 13, paragraphe 1 ^{er} , c)
§ 1 ^{er} , alinéa 3, 4 ^o	Article 13, paragraphe 1 ^{er} , d)
§ 2	Article 13, paragraphe 2
Art. 14	
§ 1 ^{er}	Article 14, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	Article 14, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 2	Article 14, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 3	Article 14, paragraphe 1 ^{er}
§ 2	Article 14, paragraphe 2
§ 3	Article 14, paragraphe 3
Art. 15	
§ 1 ^{er}	Article 15, paragraphe 1 ^{er}
§ 2	Article 15, paragraphe 2
§ 2, alinéa 1 ^{er}	Article 15, paragraphe 2
§ 2, alinéa 2	Article 15, paragraphe 2
§ 3	Article 15, paragraphe 3
§ 3, alinéa 1 ^{er}	Article 15, paragraphe 3
§ 3, alinéa 2	Article 15, paragraphe 3
§ 4	Article 15, paragraphe 4
§ 4, alinéa 1 ^{er}	Article 15, paragraphe 4, alinéa 1 ^{er}
§ 4, alinéa 2	Article 15, paragraphe 4, alinéa 2
§ 4, alinéa 3	Article 15, paragraphe 4, alinéa 2
Art. 16	
§ 1 ^{er}	Article 16, paragraphe 1 ^{er}
§ 2	Article 16, paragraphe 2,
§ 3	Article 16, paragraphe 3
§ 4	Article 16, paragraphe 4
§ 4, 1 ^o	Article 16, paragraphe 4, a)
§ 4, 2 ^o	Article 16, paragraphe 4, b)
§ 4, 3 ^o	Article 16, paragraphe 4, c)
§ 5	Article 16, paragraphe 5
§ 6	Article 16, paragraphe 6
§ 6, alinéa 1 ^{er}	Article 16, paragraphe 6
§ 6, alinéa 2	Article 16, paragraphe 6

TABLEAU DE CONCORDANCE	
Projet de décret	DIRECTIVE (UE) 2017/1852
Art. 1 ^{er} , § 1 ^{er}	NA
§ 7	Article 16, paragraphe 7
§ 7, alinéa 1 ^{er}	Article 16, paragraphe 7
§ 7, alinéa 2	Article 16, paragraphe 7
Art. 17	
§ 1 ^{er}	Article 18, paragraphe 1 ^{er}
§ 2	Article 18, paragraphe 2
§ 3	Article 18, paragraphe 3
§ 3, alinéa 1 ^{er}	Article 18, paragraphe 3, alinéa 1 ^{er}
§ 3, alinéa 2	Article 18, paragraphe 3, alinéa 1 ^{er}
§ 3, alinéa 3	Article 18, paragraphe 3, alinéa 2
§ 4	Article 18, paragraphe 4
§ 5	Article 18, paragraphe 5
Art. 18	
§ 1 ^{er}	Article 13, paragraphe 3
§ 2	Article 13, paragraphe 3
§ 2, alinéa 1 ^{er}	Article 13, paragraphe 3
§ 2, alinéa 2	Article 13, paragraphe 3
Art. 19	Article 13, paragraphe 3

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 12 novembre 2020.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale,
des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse,
des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

Session 2020-2021

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 135-1. – Texte adopté en séance plénière, n° 135-2.
Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 12 novembre 2020.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/31687]

12 NOVEMBER 2020. — Decreet tot omzetting van Richtlijn 2017/1852/EU van de Raad van 10 oktober 2017 betreffende mechanismen ter beslechting van belastinggeschillen in de Europese Unie

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

TITEL I. — ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 1. § 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 38 van de grondwet.

§ 2. Dit decreet zorgt voor de omzetting van Richtlijn (EU) 2017/1852/EU van de Raad van 10 oktober 2017 betreffende mechanismen ter beslechting van belastinggeschillen in de Europese Unie.

§ 3. Dit decreet stelt regels vast voor een mechanisme voor het beslechten van geschillen tussen Lidstaten wanneer dergelijke geschillen voortvloeien uit de interpretatie en toepassing van overeenkomsten en verdragen ter voorkoming van dubbele belasting van inkomsten en, in voorkomend geval, van het vermogen.

Dit decreet is van toepassing, voor zover de belastingen en rechten belastingen op het inkomen en, in voorkomend geval, op het vermogen, zijn, in de zin van artikel 1 van de in § 2 bedoelde richtlijn, vastgesteld of geïnd door de Franse Gemeenschap die de dienst verleent.

TITEL II. — MECHANISMEN VOOR DE BESLECHTING VAN BELASTINGGESCHILLEN IN DE EUROPESE UNIE

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

- 1° "Richtlijn" : Richtlijn 2017/1852/EU van de Raad van 10 oktober 2017 betreffende mechanismen ter beslechting van belastinggeschillen in de Europese Unie;
- 2° "betrokken lidstaat" : een lidstaat van de Europese Unie, alsmede zijn territoriale of administratieve entiteiten, met inbegrip van zijn plaatselijke overheden, die bij het geschil betrokken zijn;
- 3° "bevoegde overheid" : de door de Regering aangewezen bevoegde overheid;
- 4° "buitenlandse overheid" : de in artikel 2, lid 1, onder a), van de richtlijn bedoelde overheid van een andere lidstaat, die als zodanig door elke betrokken lidstaat is aangewezen;
- 5° "bevoegde rechter" : naar gelang van het geval, de rechtbank van eerste aanleg of de president van het Gerecht van eerste aanleg, zetelend als in kort geding;
- 6° "dubbele belasting" : de belastingheffing door twee of meer Lidstaten over hetzelfde belastbare inkomen of over dezelfde belastbare activa van belastingen die vallen onder een overeenkomst of verdrag ter voorkoming van dubbele belasting van het inkomen en, in voorkomend geval, van activa, wanneer deze belastingheffing aanleiding geeft tot :
 - a) een extra belastingdruk;
 - b) een verhoging van de belastingdruk;
 - c) een annulering of vermindering van verliezen, die kunnen worden gebruikt om de belastbare winst te compenseren;
- 7° "belanghebbende" : iedere persoon die een fiscaal resident is van een lidstaat en wiens belastingheffing rechtstreeks aanvechtbaar is;
- 8° "grote onderneming" : een onderneming die op de balansdatum van de onderneming ten minste twee van de volgende drie criteria overschrijdt :
 - a) balanstotaal : 20 000 000 EUR;
 - b) netto-omzet : 40 000 000 EUR;
 - c) gemiddeld aantal werknemers gedurende het boekjaar : 250;
- 9° "grote groep" : een groep die bestaat uit een moederonderneming en dochterondernemingen die in een consolidatie zijn opgenomen en die op de balansdatum van de moederonderneming de numerieke grenzen van ten minste twee van de volgende drie criteria op geconsolideerde basis overschrijdt :
 - a) balanstotaal : 20 000 000 EUR;
 - b) netto-omzet : 40 000 000 EUR;
 - c) gemiddeld aantal werknemers gedurende het boekjaar : 250;
- 10° "geschil" : de zaak die aanleiding geeft tot een geschil als bedoeld in artikel 1, § 3.

HOOFDSTUK II. — *Klacht*

Art. 3. § 1. Elke betrokken persoon kan een klacht over een geschil indienen bij de bevoegde overheid, met het verzoek het geschil te beslechten.

De klacht moet worden ingediend binnen drie jaar na ontvangst van de eerste kennisgeving van de handeling die aanleiding geeft of zal geven tot een geschil, ongeacht of de betrokkene al dan niet gebruik maakt van de rechtsmiddelen die hem krachtens het nationale recht ter beschikking staan.

De betrokkene dient terzelfder tijd de klacht in bij de buitenlandse overheid, waarbij hij telkens dezelfde informatie bijvoegt en in de klacht vermeldt welke andere Lidstaten bij het geschil betrokken zijn.

De betrokken persoon zorgt ervoor dat elke betrokken lidstaat de klacht in ten minste een van de volgende talen ontvangt :

- a) een van de officiële talen van die lidstaat, overeenkomstig het nationale recht van die lidstaat;
- b) elke andere taal die deze lidstaat daartoe aanvaardt.

§ 2 Elke klacht wordt binnen twee maanden na de datum van ontvangst door de bevoegde overheid bevestigd.

§ 3 De bevoegde overheid stelt de buitenlandse overheid binnen de in § 2 bedoelde termijn in kennis van deze klacht. Op dat moment stelt de bevoegde overheid de buitenlandse overheid in kennis van de taal of talen die zij in haar mededelingen tijdens de betrokken procedure wenst te gebruiken.

§ 4 De in § 1 bedoelde klacht wordt slechts aanvaard indien de betrokkene die de klacht heeft ingediend de bevoegde overheid in eerste instantie de volgende informatie verstrekt :

- 1° de naam (namen), het adres (de adressen), het (de) fiscale identificatienummer(s) en alle andere informatie die nodig is voor de identificatie van de betrokken persoon (personen) die de klacht heeft (hebben) ingediend bij de bevoegde overheid, de buitenlandse overheid en elke andere belanghebbende;
- 2° de betrokken belastingjaren of, bij gebreke daarvan, de belastingtijdvakken;
- 3° bijzonderheden over de feiten en omstandigheden waarmee in het specifieke geval rekening moet worden gehouden (met inbegrip van de structuur van de transactie en de relatie tussen de betrokkene en de andere partijen bij de betrokken transacties, alsmede alle feiten die te goeder trouw zijn vastgesteld in een onderling bindende overeenkomst tussen de betrokkene en de belastingadministratie, indien van toepassing) en, inzonderheid de aard en de datum van de maatregelen die aanleiding geven tot het geschil (met inbegrip van, in voorkomend geval, gegevens over dezelfde inkomsten die in de andere lidstaat zijn ontvangen en over de opnemingen van deze inkomsten in het belastbare inkomen van de andere lidstaat, alsmede gegevens over de

belastingen die in de andere lidstaat over deze inkomsten worden geheven of zullen worden geheven) en de overeenkomstige bedragen in de valuta's van de betrokken lidstaten, samen met kopieën van eventuele bewijsstukken;

- 4° een verwijzing naar de toepasselijke wettelijke bepalingen en naar de overeenkomst of het verdrag bedoeld in artikel 1, § 3, eerste lid; indien meer dan één overeenkomst of verdrag van toepassing is, geeft de belanghebbende die de klacht heeft ingediend aan welke overeenkomst of welk verdrag in het kader van het betrokken geschil aanleiding geeft tot interpretatie. Deze overeenkomst of dit verdrag is de overeenkomst of dit verdrag die voor de toepassing van dit decreet van toepassing is;
- 5° de volgende informatie, verstrekt door de betrokkene die de klacht bij de bevoegde overheid heeft ingediend, samen met kopieën van eventuele bewijsstukken :
 - a) een verklaring van de redenen waarom de betrokken persoon van mening is dat er redenen zijn voor een geschil;
 - b) bijzonderheden over de rechtsvorderingen en beroepsprocedures die door de betrokken persoon zijn ingesteld met betrekking tot de betrokken transacties en eventuele gerechtelijke beslissingen in verband met het geschil;
 - c) een verbintenis van de betrokken persoon om zo volledig en snel mogelijk te antwoorden op alle passende verzoeken van de bevoegde overheid en om alle door de bevoegde overheid of door de buitenlandse overheid gevraagde documenten te verstrekken;
 - d) een afschrift van de definitieve belastingbeslissing in de vorm van een definitieve aanslag, belastingcontroleverslag of een ander gelijkwaardig document dat aanleiding geeft tot het geschil en een afschrift van elk ander document dat door de belastingoverheden met betrekking tot het geschil is afgegeven, indien van toepassing;
 - e) informatie over elke klacht die door de betrokkene is ingediend in het kader van een andere minnelijke schikkingsprocedure of geschillenbeslechtsingsprocedure in de zin van artikel 16, lid 5, en een uitdrukkelijke verbintenis van de betrokkene dat hij of zij de bepalingen van artikel 16, lid 5, zal naleven, indien van toepassing;
- 6° alle aanvullende specifieke informatie die door de bevoegde overheid wordt gevraagd en die noodzakelijk wordt geacht om de zaak ten gronde te onderzoeken.

§ 5 De bevoegde overheid kan de in de vierde paragraaf, 6°, bedoelde informatie opvragen binnen 3 maanden na de datum van ontvangst van de klacht.

In de loop van de in artikel 4 bedoelde procedure voor minnelijke schikking kunnen verdere verzoeken om informatie worden ingesteld indien de bevoegde overheid dit nodig acht.

Het in de leden 1 en 2 bedoelde verzoek mag niet leiden tot de bekendmaking van een commercieel, industrieel of beroepsgeheim of van een bedrijfsproces.

De betrokkene die een verzoek als bedoeld in § 4, 6° ontvangt, antwoordt binnen drie maanden na ontvangst van dat verzoek.

Een kopie van het antwoord wordt tegelijkertijd naar de buitenlandse overheid gestuurd.

§ 6 Binnen zes maanden na de datum van ontvangst van de klacht door de bevoegde overheid of binnen zes maanden na de datum van ontvangst van de in § 4, 6° bedoelde informatie, naargelang welke datum de laatste is, neemt de bevoegde overheid een beslissing over de aanvaarding of de afwijzing van de in § 1 bedoelde klacht.

De bevoegde overheid stelt de betrokkene en de buitenlandse overheid onverwijld in kennis van haar beslissing.

Binnen de in lid 1 bedoelde termijn kan de bevoegde overheid besluiten het geschil eenzijdig te beslechten zonder de buitenlandse overheid daarbij te betrekken. In dat geval stelt de bevoegde overheid de betrokkene en de buitenlandse overheid daarvan onverwijld in kennis. Na deze kennisgeving wordt de op grond van dit decreet geleide procedure beëindigd.

§ 7 Wanneer een betrokkene een klacht wenst in te trekken, dient hij de bevoegde overheid en de buitenlandse overheid gelijktijdig schriftelijk in kennis te stellen van de intrekking. Deze kennisgeving beëindigt met onmiddellijke ingang alle procedures op grond van dit decreet. De bevoegde overheid die een dergelijke kennisgeving ontvangt, stelt de buitenlandse overheid onverwijld in kennis van de beëindiging van de procedure.

§ 8 Indien een geschil, om welke reden dan ook, ophoudt te bestaan, wordt elke procedure uit hoofde van dit decreet met onmiddellijke ingang beëindigd en stelt de bevoegde overheid de betrokkene onverwijld in kennis van dit feit en van de algemene redenen daarvoor.

§ 9 De belanghebbende kan de in de §§ 1, 5 en 7 bedoelde mededelingen, in afwijking van deze bepalingen, alleen doen toekomen aan de buitenlandse overheid van de Lidstaat waar de belanghebbende verblijft, of aan de bevoegde overheid wanneer de belanghebbende verblijft op het grondgebied waar de decreten van de Franse Gemeenschap rechtsgeldig zijn :

- 1° ofwel wanneer het een particulier is;
- 2° of wanneer het geen grote onderneming is en geen deel uitmaakt van een grote groep.

De buitenlandse overheid of de bevoegde overheid, naar gelang van het geval, stelt de bevoegde overheid of de buitenlandse overheid tegelijkertijd in kennis van de mededelingen, binnen twee maanden na ontvangst van deze mededelingen. Zodra een dergelijke kennisgeving is gedaan, wordt de betrokken persoon geacht de mededeling aan alle betrokken Lidstaten te hebben verzonden op de datum van die kennisgeving.

In het geval van aanvullende informatie die krachtens § 5 is ontvangen, stuurt de bevoegde overheid die de aanvullende informatie heeft ontvangen een kopie naar de buitenlandse overheid. Zodra deze mededeling is gedaan, wordt de buitenlandse overheid geacht deze aanvullende informatie te hebben ontvangen op de datum waarop de bevoegde overheid de informatie heeft ontvangen.

HOOFDSTUK III. — *Minnelijke schikking*

Art. 4. § 1. Wanneer de bevoegde overheid en de buitenlandse overheid een klacht als bedoeld in artikel 3, § 1, aanvaarden, trachten zij het geschil in der minne te schikken binnen twee jaar na de laatste kennisgeving van een beslissing van een van de Lidstaten om de klacht te aanvaarden.

De in het eerste lid bedoelde termijn van twee jaar kan op verzoek van de bevoegde overheid of de buitenlandse overheid, gericht aan respectievelijk de buitenlandse overheid of de bevoegde overheid, met maximaal één jaar worden verlengd indien de bevoegde overheid of de verzoekende buitenlandse overheid dit schriftelijk met redenen omkleedt.

§ 2 Zodra de bevoegde overheid binnen de in § 1 bedoelde termijn overeenstemming heeft bereikt over de wijze waarop het geschil met de buitenlandse overheid moet worden beslecht, stelt de bevoegde overheid de betrokkene onverwijld in kennis van deze overeenstemming in de vorm van een beslissing die bindend is voor de bevoegde overheid en de buitenlandse overheid en uitvoerbaar is voor de betrokkene, mits deze laatste de beslissing aanvaardt en afziet van het recht op een eventueel ander rechtsmiddel.

Wanneer de procedure met betrekking tot deze andere rechtsmiddelen reeds is ingeleid, wordt de beslissing pas bindend en uitvoerbaar nadat de betrokkene aan de bevoegde overheid het bewijs heeft geleverd dat er maatregelen zijn genomen om deze procedure te beëindigen. Dit bewijsmateriaal wordt uiterlijk 60 dagen na de datum waarop de beslissing aan de betrokkene is meegedeeld, verstrekt. De beslissing wordt dan onverwijld ten uitvoer gelegd, ongeacht de in het nationale recht vastgestelde termijnen.

§ 3 Indien de bevoegde overheid en de buitenlandse overheid geen overeenstemming hebben bereikt over de wijze waarop het geschil binnen de in § 1 bedoelde termijn moet worden beslecht, stelt de bevoegde overheid de betrokkene hiervan in kennis, met vermelding van de algemene redenen waarom geen overeenstemming kon worden bereikt.

HOOFDSTUK IV. — *Beslissing van de bevoegde overheid over de klacht*

Art. 5. § 1. De bevoegde overheid kan besluiten een klacht af te wijzen binnen de in artikel 3, § 6, eerste lid, bedoelde termijn :

- 1° indien de klacht niet de in artikel 3, § 4, bedoelde gegevens bevat, inzonderheid de in artikel 3, § 4, 6°, bedoelde gegevens die niet binnen de in artikel 3, § 5, bedoelde termijn zijn verstrekt;
- 2° als er geen geschil is;
- 3° indien de klacht niet binnen de in artikel 3, § 1, tweede lid, bepaalde termijn van drie jaar is ingediend.

Wanneer de bevoegde overheid de betrokkene overeenkomstig artikel 3, § 6, in kennis stelt van de afwijzing, geeft zij de algemene redenen voor de afwijzing aan.

§ 2 Indien de bevoegde overheid niet binnen de in artikel 3, § 6 bedoelde termijn een beslissing heeft genomen, wordt de klacht geacht door deze bevoegde overheid te zijn aanvaard.

§ 3 Indien de bevoegde overheid en de buitenlandse overheid de klacht afwijzen, kan de betrokkene een beroep instellen tegen de beslissing van de bevoegde instantie overeenkomstig de artikelen 1385*decies* en 1385*undecies* van het Gerechtelijk Wetboek.

Een betrokkene die dit recht van beroep uitoefent, kan geen aanvraag indienen overeenkomstig artikel 6, § 1, 1°, eerste lid :

- 1° zolang tegen de beslissing nog beroep kan worden aangetekend;
- 2° wanneer tegen de beslissing tot afwijzing van de aanvraag nog beroep kan worden ingesteld;
- 3° wanneer de afwijzingsbeslissing is bevestigd in de in 1° bedoelde beroepsprocedure, maar er niet kan worden afgeweken van de beslissing van de bevoegde rechtbank of andere bevoegde gerechtelijke overheden in een van de betrokken lidstaten.

Wanneer het recht van beroep werd uitgeoefend, wordt de beslissing van de bevoegde rechter in aanmerking genomen voor de toepassing van artikel 6, § 1, eerste lid.

HOOFDSTUK V. — *Geschillenbeslechting in de Adviescommissie*

Art. 6. § 1. Op verzoek van de betrokken persoon aan de bevoegde overheid en aan de buitenlandse overheid wordt door deze bevoegde overheden overeenkomstig artikel 8 een Adviescommissie samengesteld, wanneer :

- 1° de door de betrokkene ingediende klacht overeenkomstig artikel 5, § 1, door de bevoegde overheid of de buitenlandse overheid is afgewezen;
- 2° de bevoegde overheid en de buitenlandse overheid de door de betrokkene ingediende klacht hebben aanvaard, maar zij geen overeenstemming bereikt hebben over de wijze waarop het geschil in der minne kan worden geschikt binnen de in artikel 4, § 1, bedoelde termijn.

De betrokkene kan het in lid 1 bedoelde verzoek slechts indienen indien tegen de in artikel 5, § 1, bedoelde afwijzing geen beroep kan worden ingesteld, geen beroep hangende is of de betrokkene formeel afstand heeft gedaan van zijn recht op beroep. De aanvraag bevat een verklaring in die zin.

De betrokkene dient een schriftelijk verzoek tot oprichting van een Adviescommissie in uiterlijk vijftig dagen na de datum van ontvangst van de kennisgeving overeenkomstig artikel 3, § 6, of artikel 4, § 3, of, in voorkomend geval, binnen vijftig dagen na de datum van de uitspraak van de krachtens artikel 5, § 3 bevoegde rechtbank of het krachtens artikel 5, § 3, bevoegde gerechtelijk orgaan. De Adviescommissie wordt uiterlijk 120 dagen na de datum van ontvangst van het verzoek opgericht en zodra deze is opgericht, stelt de voorzitter de betrokkene daarvan onverwijld in kennis.

§ 2 De Adviescommissie die is ingesteld in het geval bedoeld in § 1, eerste lid, onder 1°, neemt binnen zes maanden na de datum van oprichting een beslissing over de aanvaarding van de klacht.

Zij stelt de bevoegde overheid en de buitenlandse overheid binnen 30 dagen na de aanneming van deze beslissing in kennis ervan.

Wanneer de Adviescommissie bevestigt dat aan alle in artikel 3 genoemde voorwaarden is voldaan, wordt op verzoek van de bevoegde overheid of de buitenlandse overheid de in artikel 4, § 1 bedoelde procedure voor minnelijke schikking ingeleid.

De bevoegde overheid stelt de Adviescommissie, de buitenlandse overheid en de betrokken persoon van dit verzoek in kennis. De in artikel 4, § 1 bedoelde termijn begint te lopen vanaf de datum van kennisgeving van de beslissing van de Adviescommissie dat zij de klacht aanvaardt.

Indien noch de bevoegde overheid, noch de buitenlandse overheid binnen 60 dagen na de kennisgeving van de in het tweede lid bedoelde beslissing door de Adviescommissie heeft verzocht om inleiding van de procedure voor minnelijke schikking, brengt de Adviescommissie advies uit over de wijze waarop het geschil moet worden beslecht, zoals bepaald in artikel 14, § 1. In dit geval wordt de Adviescommissie in de zin van artikel 14, § 1, geacht te zijn samengesteld op de datum waarop de genoemde termijn van zestig dagen verstrijkt.

§ 3. In het geval bedoeld in § 1, eerste lid, 2°, geeft de Adviescommissie een advies over de wijze waarop het geschil moet worden beslecht overeenkomstig artikel 14, § 1.

§ 4. Indien de Adviescommissie niet binnen de in § 2, eerste lid, bedoelde termijn advies uitbrengt, is de vergoeding bedoeld in artikel 12, § 1, eerste lid, 2°, niet verschuldigd.

§ 5 De belanghebbende kan de in § 1 bedoelde mededelingen, in afwijking van deze bepalingen, alleen doen toekomen aan de buitenlandse overheid van de Lidstaat waar de belanghebbende verblijft, of aan de bevoegde overheid wanneer de belanghebbende verblijft op het grondgebied waar de decreten van de Franse Gemeenschap rechtsgeldig zijn :

- 1° ofwel wanneer het een particulier is;
- 2° ofwel wanneer het geen grote onderneming is en geen deel uitmaakt van een grote groep.

De buitenlandse overheid of de bevoegde overheid, naar gelang van het geval, stelt de bevoegde overheid of de buitenlandse overheid tegelijkertijd in kennis van de mededelingen, binnen twee maanden na ontvangst van deze mededelingen. Zodra een dergelijke kennisgeving is gedaan, wordt de betrokken persoon geacht de mededeling aan alle betrokken Lidstaten te hebben verzonden op de datum van die kennisgeving.

HOOFDSTUK VI. — Benoemingen door de bevoegde rechtbanken

Art. 7. § 1. Indien binnen de in artikel 6, § 1, vierde lid, bedoelde termijn geen Adviescommissie is ingesteld, kan de betrokkene bij de president van het Gerecht in eerste aanleg een beroep in kort geding indienen om de Adviescommissie op te richten.

§ 2 Wanneer de bevoegde overheid niet ten minste één onafhankelijke persoonlijkheid en één plaatsvervanger heeft aangewezen, kan de betrokkene de president van het Gerecht verzoeken een onafhankelijke persoonlijkheid en diens plaatsvervanger aan te wijzen uit de in artikel 9 bedoelde lijst.

Indien de bevoegde overheid en de buitenlandse overheid niet ten minste één onafhankelijke persoonlijkheid en één plaatsvervanger hebben aangewezen, kan de betrokkene het Gerecht verzoeken de twee onafhankelijke personen van de in artikel 9 bedoelde lijst aan te wijzen.

Deze onafhankelijke personen wijzen de voorzitter aan door middel van een loting uit de in artikel 9 bedoelde lijst, overeenkomstig artikel 8, § 3.

Wanneer meer dan één betrokkene bij de procedure betrokken is, delen de betrokkenen het verzoek om benoeming van de onafhankelijke personen en hun plaatsvervangers mee aan elk van hun respectieve staten van verblijf.

Wanneer slechts één betrokken persoon bij de procedure betrokken is, deelt deze persoon het verzoek om benoeming van de onafhankelijke personen en hun plaatsvervangers mee aan de bevoegde overheid of aan de buitenlandse overheid van de lidstaat die niet ten minste één onafhankelijke persoonlijkheid en één plaatsvervanger heeft benoemd.

§ 3 De in de §§ 1 en 2 bedoelde vorderingen kunnen pas na afloop van de in artikel 6, § 1, vierde streepje, bedoelde termijn van 120 dagen en uiterlijk binnen dertig dagen na afloop van die termijn bij het in § 1 of § 2 bedoelde gerecht worden ingediend.

§ 4 In de in § 2 bedoelde gevallen wijst de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, zoals in kort geding, onafhankelijke personen aan overeenkomstig artikel 1680, § 1, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

Tegen beslissingen tot benoeming of vervanging van onafhankelijke personen kan geen beroep worden aangetekend. Tegen een dergelijke beslissing kan echter hogere voorziening worden ingesteld indien de president van het Gerecht van eerste aanleg heeft besloten geen benoeming te doen.

Het Gerecht van eerste aanleg stelt de bevoegde overheid van de benoeming in kennis. De bevoegde overheid stelt de betrokken Lidstaten in kennis van de benoeming.

HOOFDSTUK VII. — De Adviescommissie

Art. 8. § 1. De Adviescommissie als bedoeld in artikel 6 is als zodanig samengesteld :

- 1° een voorzitter;
- 2° een vertegenwoordiger van de bevoegde overheid en een vertegenwoordiger van de buitenlandse overheid. Indien de bevoegde overheid en de buitenlandse overheid het eens zijn, kan het aantal van deze vertegenwoordigers worden verhoogd tot twee per overheid;
- 3° één door de bevoegde overheid aangewezen onafhankelijke persoonlijkheid en één door de buitenlandse overheid aangewezen onafhankelijke persoonlijkheid uit de in artikel 9 bedoelde lijst. Indien de bevoegde overheid en de buitenlandse overheid het eens zijn, kan het aantal personen dat aldus wordt aangewezen, worden verhoogd tot twee per overheid.

§ 2. De regels die van toepassing zijn op de benoeming van onafhankelijke personen worden overeengekomen tussen de bevoegde overheid en de buitenlandse overheid. Na de benoeming van de onafhankelijke personen wordt voor elk van hen, overeenkomstig de bepalingen inzake de benoeming van de onafhankelijke personen, een plaatsvervanger benoemd indien zij hun ambt niet kunnen uitoefenen.

§ 3. Indien er geen regels zijn overeengekomen voor de benoeming van vooraanstaande onafhankelijke personen overeenkomstig § 2, geschiedt de benoeming van deze personen door middel van loting.

§ 4. Behalve in het geval dat de onafhankelijke personen zijn benoemd door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg overeenkomstig artikel 7, § 1, kan de bevoegde overheid elke onafhankelijke persoonlijkheid aanvechten om welke reden dan ook die vooraf is overeengekomen tussen de bevoegde overheid en de buitenlandse overheid of om welke reden dan ook :

- 1° de persoon in kwestie behoort tot een van de betrokken belastingadministraties of oefent opdrachten uit voor een van deze administraties, of heeft zich in de loop van de drie voorgaande jaar in een dergelijke situatie bevonden;
- 2° de persoon heeft of heeft een significant belang of stemrecht gehad in een van de betrokken personen, of een werknemer of adviseur van een van de betrokken personen is geweest, op elk moment gedurende de vijf jaar voorafgaand aan de datum van zijn benoeming;
- 3° de persoonlijkheid biedt onvoldoende garanties van objectiviteit voor de beslechting van het (de) geschil(en) op de trancher;

4° de persoonlijkheid is een werknemer van een vennootschap die beroepshalve belastingadvies verstrekt of die in een dergelijke situatie verkeert gedurende een periode van ten minste drie jaar voorafgaand aan de datum van zijn of haar aanstelling.

§ 5. De bevoegde overheid en de buitenlandse overheid kunnen een persoonlijkheid die overeenkomstig de §§ 2 of 3 is aangewezen, of zijn plaatsvervanger, verzoeken opgave te doen van alle belangen, relaties of andere zaken die afbreuk kunnen doen aan zijn onafhankelijkheid of onpartijdigheid of die redelijkerwijs de indruk kunnen wekken dat hij in de loop van de procedure onpartijdig is.

Gedurende een periode van twaalf maanden na de datum waarop de beslissing van de Adviescommissie is genomen, mag een onafhankelijke persoonlijkheid die in de Adviescommissie zitting heeft, zich niet in een positie bevinden die de bevoegde overheid of de buitenlandse overheid ertoe had kunnen brengen zich tegen zijn of haar benoeming overeenkomstig dit lid te verzetten, indien hij of zij op het moment van zijn of haar benoeming in de Adviescommissie in die positie zou zijn geweest.

§ 6. De vertegenwoordigers van de bevoegde overheid en van de buitenlandse overheid en de overeenkomstig § 1 aangewezen onafhankelijke personen kiezen een voorzitter uit de in artikel 9 bedoelde lijst van personen. Tenzij de vertegenwoordigers van de bevoegde overheid en van de buitenlandse overheid en de overeenkomstig § 1 aangewezen onafhankelijke personen anders overeenkomen, is de voorzitter rechter.

HOOFDSTUK VIII. — *Lijst van onafhankelijke personen*

Art. 9. § 1. De regering benoemt ten minste drie bevoegde en onafhankelijke personen die in staat zijn onpartijdig en integer te handelen, zodat de lijst van onafhankelijke en bekwame personen kan worden opgesteld die alle door de Lidstaten voorgedragen onafhankelijke personen omvat.

De kennisgeving van de procedure voor de aanstelling van de in lid 1 bedoelde onafhankelijke personen, alsook het profiel waarop zij moeten reageren, worden gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

De definitieve aanstellingsbeslissing wordt eveneens binnen een maand na de kennisgeving in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd.

§ 2 De Regering stelt de Europese Commissie in kennis van de namen van de door haar aangewezen onafhankelijke personen.

De regering verstrekt de Europese Commissie ook volledige en actuele informatie over de academische en professionele achtergrond van deze personen, hun vaardigheden, deskundigheid en mogelijke belangenconflicten. De Lidstaten kunnen in de kennisgeving aangeven welke van deze personen als voorzitter kunnen worden aangewezen.

§ 3 De Regering stelt de Europese Commissie onverwijld in kennis van alle wijzigingen in de lijst van door haar aangewezen onafhankelijke personen.

Met betrekking tot de schrapping van onafhankelijke personen van de lijst stelt de regering de onafhankelijke personen per aangetekende brief op de hoogte.

§ 4 Wanneer een Lidstaat, gelet op de relevante bepalingen van dit artikel, gegronde redenen heeft om bezwaar te maken tegen de handhaving van een onafhankelijke persoonlijkheid op bovengenoemde lijst wegens gebrek aan onafhankelijkheid, stelt hij de Europese Commissie daarvan in kennis en verstrekt hij de nodige bewijzen om zijn bezwaren te staven. De Europese Commissie stelt op haar beurt de lidstaat die de betrokken persoon heeft aangewezen in kennis van het bezwaar en de bewijsstukken. Op basis van het bezwaar en het bewijsmateriaal neemt de regering binnen zes maanden de nodige maatregelen om de klacht te onderzoeken en besluit zij vervolgens of de persoon op de lijst al dan niet wordt gehandhaafd. De regering stelt de Europese Commissie daarvan onverwijld in kennis.

HOOFDSTUK IX. — *De Commissie voor alternatieve geschillenbeslechting*

Art. 10. § 1. De bevoegde overheid en de buitenlandse overheid kunnen overeenkomen om in plaats van de in artikel 6 bedoelde Adviescommissie een Commissie voor alternatieve geschillenbeslechting op te richten, die advies uitbrengt over de wijze waarop het geschil moet worden beslecht, in overeenstemming met artikel 14. De bevoegde overheid en de buitenlandse overheid kunnen ook overeenkomen een Commissie voor alternatieve geschillenbeslechting op te richten in de vorm van een commissie met een permanent karakter.

§ 2 Met uitzondering van de in artikel 8, §§ 4 en 5, vastgestelde regels inzake de onafhankelijkheid van haar leden, kan de Commissie voor alternatieve geschillenbeslechting qua samenstelling en vorm afwijken van de Adviescommissie.

De Commissie voor alternatieve geschillenbeslechting kan in voorkomend geval een andere geschillenbeslechtingsprocedure of -techniek toepassen om het geschil op bindende wijze te beslechten.

§ 3 De bevoegde overheid en de buitenlandse overheid bereiken overeenstemming over de standaardwerkwijze van de Commissie voor alternatieve geschillenbeslechting overeenkomstig artikel 11, § 4.

§ 4 De artikelen 12 en 13 zijn van toepassing op de Commissie voor alternatieve geschillenbeslechting, tenzij anders is overeengekomen in de in artikel 11 bedoelde standaardwerkwijze.

HOOFDSTUK X. — *Werkingsregels voor de Adviescommissie of de Commissie voor alternatieve geschillenbeslechting*

Art. 11. § 1. De bevoegde overheid deelt de betrokkene binnen de in artikel 6, § 1, vierde lid, bedoelde termijn de volgende gegevens mee :

- 1° de werkingsregels van de Adviescommissie of de Commissie voor alternatieve geschillenbeslechting;
- 2° de datum waarop het advies over de beslechting van het geschil moet zijn uitgebracht;
- 3° verwijzingen naar alle toepasselijke wettelijke bepalingen in het toepasselijke nationale recht van de Lidstaten en naar alle toepasselijke overeenkomsten of verdragen.

§ 2 De werkingsregels worden ondertekend door de bevoegde overheid en de buitenlandse overheid van elke bij het geschil betrokken Lidstaat.

De werkingsregels voorzien inzonderheid in :

- 1° de beschrijving en de kenmerken van het geschil;
- 2° het mandaat waarover de bevoegde overheid en de buitenlandse overheid het eens zijn met betrekking tot de te regelen juridische en feitelijke vragen;

- 3° de vorm van het orgaan voor geschillenbeslechting, hetzij een Adviescommissie, hetzij een Commissie voor alternatieve geschillenbeslechting, en het soort procedure voor een alternatieve geschillenbeslechting, indien deze verschilt van de procedure voor onafhankelijk advies die door een Adviescommissie wordt toegepast;
- 4° het tijdschema voor de geschillenbeslechtingsprocedure;
- 5° de samenstelling van de Adviescommissie of de Commissie voor alternatieve geschillenbeslechting, met inbegrip van het aantal leden, hun naam, bijzonderheden over hun bevoegdheden en kwalificaties en een mededeling over belangenconflicten;
- 6° de regels voor de deelname van de betrokken persoon of personen en derden aan de procedure, de uitwisseling van nota's, informatie en bewijsmateriaal, de kosten, het soort te gebruiken geschillenbeslechtingsprocedure en alle andere relevante procedurele of organisatorische aangelegenheden;
- 7° de logistieke organisatie van de werkzaamheden en het uitbrengen van het advies van de Adviescommissie.

Indien een Adviescommissie wordt opgericht om advies uit te brengen overeenkomstig artikel 6, § 1, eerste lid, 1°, worden alleen de gegevens bedoeld in het tweede lid, de punten 1°, 4°, 5° en 6°, opgenomen in de werkingsregels.

§ 3 Indien de exploitatieregels onvolledig zijn of indien de betrokkene niet op de hoogte is gesteld van de exploitatieregels, zijn de door de Europese Commissie vastgestelde standaard-exploitatierregels van toepassing.

§ 4 Indien de bevoegde overheid de werkingsregels niet overeenkomstig § 1 en § 2 aan de betrokkene heeft meegedeeld, vullen de onafhankelijke personen en de voorzitter de werkingsregels aan op basis van de in § 3 bedoelde standaard werkingsregels en zenden zij deze binnen twee weken na de datum van de oprichting van de Adviescommissie of de Commissie voor alternatieve geschillenbeslechting aan de betrokkene toe.

Wanneer de onafhankelijke personen en de voorzitter geen overeenstemming hebben bereikt over de werkingsregels of deze niet aan de betrokkene hebben meegedeeld, kunnen de betrokkenen zich, zoals in een procedure in kort geding, tot de president van het Gerecht wenden om een beschikking te verkrijgen voor de vaststelling en toepassing van de in § 3 bedoelde standaardwerkwijze.

§ 5 De bevoegde overheid, de Adviescommissie en de Commissie voor alternatieve geschillenbeslechting zijn verantwoordelijk voor de verwerking; zij zijn elk verantwoordelijk voor de gegevensverwerking die zij uitvoeren met het oog op de uitoefening van de opdrachten van openbare dienst die hen bij dit decreet worden toevertrouwd.

HOOFDSTUK XI. — *Kosten van de procedure*

Art. 12. § 1. Tenzij in § 2 anders is bepaald en tenzij de bevoegde overheid en de buitenlandse overheid anders zijn overeengekomen, worden de volgende kosten gelijkelijk over de betrokken Lidstaten verdeeld :

- 1° de kosten van onafhankelijke personen voor een bedrag dat overeenkomt met het gemiddelde van de bedragen die gewoonlijk aan hoge ambtenaren van de betrokken Lidstaten worden vergoed;
- 2° de bezoldiging van de onafhankelijke personen is, in voorkomend geval, beperkt tot 1.000 euro per persoon en per dag van vergadering van de Adviescommissie of de Commissie voor alternatieve geschillenbeslechting.

De door de betrokkene gemaakte kosten worden niet door de Lidstaten gedragen.

§ 2 Alle kosten bedoeld in § 1, 1° en 2°, en voor zover de bevoegde overheid en de buitenlandse overheid het daarover eens zijn, komen ten laste van de betrokkene op het ogenblik dat hij :

- 1° een kennisgeving van intrekking van een schuldvordering overeenkomstig artikel 3, § 7 heeft ingediend;
- 2° een verzoek krachtens de bepalingen van artikel 6, § 1, na een afwijzing overeenkomstig artikel 5, § 1, en nadat de Overlegcommissie heeft geoordeeld dat de bevoegde instantie of de buitenlandse instantie gerechtvaardigd was om het verzoek af te wijzen, heeft ingediend.

HOOFDSTUK XII. — *Inlichtingen, bewijsmateriaal en hoorzittingen*

Art. 13. § 1. Voor de toepassing van de in artikel 6 bedoelde procedure kunnen de betrokken persoon of personen, voor zover de bevoegde overheid en de buitenlandse overheid daarmee instemmen, de Adviescommissie of de Commissie voor alternatieve geschillenbeslechting alle informatie, bewijsstukken en documenten verstrekken die nuttig kunnen zijn voor de beslissing. De betrokken persoon of personen, de bevoegde overheid en de buitenlandse overheid verstrekken alle informatie, bewijsstukken of documenten op verzoek van de adviserende of alternatieve geschillenbeslechtingsinstantie. De bevoegde overheid of de buitenlandse overheid kan echter weigeren om informatie te verstrekken aan de Adviescommissie in de volgende gevallen :

- 1° het verkrijgen van de informatie vereist het nemen van administratieve maatregelen die in strijd zijn met het interne recht;
- 2° de informatie kan niet worden verkregen op grond van het interne recht;
- 3° de informatie heeft betrekking op commerciële, industriële of beroepsgeheimen of op de verwerking van reclamespots;
- 4° de openbaarmaking van de informatie is in strijd met de openbare orde.

§ 2. De betrokken personen kunnen, op hun verzoek en met instemming van de bevoegde overheid en de buitenlandse overheid, verschijnen of zich laten vertegenwoordigen voor een Adviescommissie of een Commissie voor alternatieve geschillenbeslechting. Indien de Adviescommissie of de Commissie voor alternatieve geschillenbeslechting dit verlangt, verschijnen de betrokken personen voor haar of worden zij vertegenwoordigd.

HOOFDSTUK XIII. — *Advies van de Adviescommissie of de Commissie voor alternatieve geschillenbeslechting*

Art. 14. § 1. De Adviescommissie of de Commissie voor alternatieve geschillenbeslechting brengt binnen zes maanden na de datum van oprichting advies uit aan de bevoegde overheid en aan de buitenlandse overheid.

Wanneer de Adviescommissie of de Commissie voor alternatieve geschillenbeslechting van oordeel is dat het geschil van dien aard is dat zij meer dan zes maanden nodig heeft om advies uit te brengen, kan de in lid 1 bedoelde termijn met drie maanden worden verlengd.

De Adviescommissie of de Commissie voor alternatieve geschillenbeslechting stelt de bevoegde overheid, de buitenlandse overheid en de betrokken personen in kennis van deze verlenging.

§ 2 De Adviescommissie of de Commissie voor alternatieve geschillenbeslechting baseert haar advies op de bepalingen van de in artikel 1, § 3, eerste lid, bedoelde overeenkomsten of verdragen en op de toepasselijke bepalingen van het nationale recht.

§ 3 De Adviescommissie of de Commissie voor alternatieve geschillenbeslechting beslist bij gewone meerderheid van haar leden. Bij ontstentenis van een meerderheid heeft de voorzitter een beslissende stem. De voorzitter deelt het advies van de Adviescommissie of de Commissie voor alternatieve geschillenbeslechting mee aan de bevoegde overheid en aan de buitenlandse overheid.

HOOFDSTUK XIV. — *Definitieve beslissing*

Art. 15. § 1. Binnen zes maanden na de kennisgeving van het advies van de Adviescommissie of de Commissie voor alternatieve geschillenbeslechting bereiken de bevoegde overheid en de buitenlandse overheid overeenstemming over de wijze van beslechting van het geschil.

§ 2 De bevoegde overheid en de buitenlandse overheid kunnen een beslissing nemen die afwijkt van het advies van de Adviescommissie of de Commissie voor alternatieve geschillenbeslechting.

Indien zij echter geen overeenstemming bereiken over de wijze waarop het geschil moet worden beslecht, zijn zij gebonden aan het advies van de Adviescommissie of de Commissie voor alternatieve geschillenbeslechting.

§ 3 De bevoegde overheid stelt de betrokkene onverwijld in kennis van de in § 1 bedoelde definitieve beslissing.

Bij gebreke aan een dergelijke kennisgeving binnen 30 dagen na het nemen van de beslissing kan de betrokkene in zijn lidstaat van verblijf overeenkomstig de toepasselijke regels van het nationale recht beroep instellen om de definitieve beslissing te verkrijgen.

De definitieve beslissing is bindend voor de betrokken Lidstaten, maar vormt geen precedent.

De definitieve beslissing wordt ten uitvoer gelegd, mits de betrokken persoon of personen ze aanvaarden en afzien van het recht op een eventueel binnenlands rechtsmiddel binnen 60 dagen na de datum van kennisgeving van de definitieve beslissing.

Behalve in gevallen waarin een rechtbank of een andere bevoegde rechterlijke instantie van een betrokken lidstaat, overeenkomstig de nationale regels voor het instellen van beroep en gelet op de in artikel 8 genoemde criteria, van oordeel is dat er sprake is van een gebrek aan onafhankelijkheid, wordt de definitieve beslissing toegepast overeenkomstig het nationale recht van de betrokken lidstaten, die naar aanleiding van die definitieve beslissing de oplegging ervan wijzigen, ongeacht de in het nationale recht vastgestelde termijnen.

Wanneer de eindbeslissing niet ten uitvoer is gelegd, kan de betrokkene zich overeenkomstig de artikelen 1385 en 1385undecies van het Gerechtelijk Wetboek tot het Gerecht van eerste aanleg wenden om de beslissing ten uitvoer te laten leggen.

HOOFDSTUK XV. — *Interactie met nationale procedures en afwijkingen*

Art. 16. § 1. De betrokkene kan een beroep doen op de in dit decreet voorziene procedure, zelfs in het geval van een definitief geworden aanslagbiljet of een beslissing van de ambtenaar die belast is met de vestiging of van het administratieve geschil met betrekking tot de aanslag, die heeft geleid tot de definitieve beslechting van het geschil.

§ 2 Het feit dat het geschil wordt behandeld in het kader van de minnelijke of de geschillenbeslechtingsprocedure, bedoeld in respectief artikel 4 en artikel 6, belet de Franse Gemeenschap niet om met betrekking tot dezelfde aangelegenheden een gerechtelijke procedure of een procedure voor het opleggen van administratieve en strafrechtelijke sancties in te leiden of voort te zetten.

§ 3 Indien de betrokkene gebruik heeft gemaakt van een beroepsmiddel, gaan de in artikel 3, § 5 en artikel 4, § 1 bedoelde termijnen in op de datum waarop een in genoemde procedure gegeven beslissing in kracht van gewijsde gaat, of waarop genoemde procedure op een andere wijze definitief is beëindigd, of wanneer de procedure is geschorst.

§ 4 Indien de bevoegde rechter zich heeft uitgesproken over een geschil dat in kracht van gewijsde is gegaan, en indien de Franse Gemeenschap niet van deze beslissing kan afwijken, stelt de bevoegde overheid de buitenlandse overheid in kennis van de beslissing van deze rechter, en :

- 1° eindigt de minnelijke schikking bedoeld in artikel 4 op de datum van deze kennisgeving indien op de datum van deze kennisgeving geen overeenstemming over het geschil is bereikt;
- 2° kunnen de bepalingen van artikel 6, § 1, door de betrokkene niet meer worden ingeroepen indien het geschil gedurende de gehele duur van de in artikel 4 bedoelde procedure voor minnelijke schikking onopgelost is gebleven;
- 3° wordt de in artikel 6 bedoelde geschillenbeslechtingsprocedure beëindigd indien de beslissing van de bevoegde rechter is gegeven nadat een belanghebbende overeenkomstig artikel 6, § 1 een verzoek heeft ingediend, maar voordat de Adviescommissie of de Commissie voor alternatieve geschillenbeslechting overeenkomstig artikel 14 haar advies heeft uitgebracht aan de buitenlandse overheid. Bovendien stelt de bevoegde overheid de Adviescommissie of de Commissie voor alternatieve geschillenbeslechting in kennis van de inwerkingtredingsdatum van de beslissing van de bevoegde rechtbank of een ander bevoegd gerechtelijk orgaan.

§ 5 De indiening van een vordering (klacht) als bedoeld in artikel 3 beëindigt elke lopende procedure voor minnelijke schikking of geschillenbeslechting in het kader van een overeenkomst of verdrag als bedoeld in artikel 1, § 3, eerste lid, die aanleiding geeft tot een interpretatie of toepassing in het kader van het betrokken geschil. Dergelijke andere lopende procedures met betrekking tot het betrokken geschil worden beëindigd met ingang van de datum van eerste ontvangst van de klacht door de bevoegde overheid of een buitenlandse overheid.

§ 6 In afwijking van artikel 6 kan de bevoegde overheid de toegang tot de geschillenbeslechtingsprocedure van artikel 6 weigeren in gevallen waarin in de nationale rechtsorde sancties zijn opgelegd met betrekking tot inkomsten of vermogen die/dat rechtgezet zijn/is voor belastingfraude, opzettelijk wangedrag en grove nalatigheid.

Wanneer een gerechtelijke of administratieve procedure die tot dergelijke sancties kan leiden, is ingeleid en deze procedure gelijktijdig met een van de in dit decreet bedoelde procedures wordt gevoerd, kan de bevoegde overheid de in dit decreet bedoelde procedure schorsen vanaf de datum van aanvaarding van de vordering tot de datum van de definitieve uitkomst van deze procedure.

§ 7. De bevoegde overheid kan per geval de toegang tot de in artikel 6 bedoelde geschillenbeslechtingsprocedure weigeren wanneer een geschil geen betrekking heeft op dubbele belastingheffing. In dergelijke gevallen stelt de bevoegde overheid de betrokkene en de buitenlandse overheid daarvan onverwijld in kennis.

HOOFDSTUK XVI. — *Reclame*

Art. 17. § 1. De adviescommissies en de commissies voor alternatieve geschillenbeslechting brengen schriftelijk advies uit als bedoeld in artikel 14.

§ 2 De bevoegde overheid en de buitenlandse overheid kunnen overeenkomen de in artikel 15 bedoelde definitieve beslissingen in hun geheel bekend te maken, mits instemming van elk van de betrokken personen.

§ 3 Wanneer de buitenlandse overheid of de betrokkene niet instemt met de bekendmaking van de definitieve beslissing in haar geheel, maakt de bevoegde overheid een samenvatting daarvan bekend.

Deze samenvatting gaat samen met een beschrijving van het probleem en de feiten, de datum, de betrokken belastingtijdvakken, de rechtsgrondslag, de bedrijfstak, een korte beschrijving van het eindresultaat en een beschrijving van de gebruikte arbitragemethode.

Alvorens de informatie overeenkomstig het eerste lid te publiceren, deelt de bevoegde overheid deze mee aan de betrokken persoon. Uiterlijk 60 dagen na ontvangst van deze informatie kan de betrokkene de bevoegde overheid verzoeken geen informatie bekend te maken die betrekking heeft op een commercieel, industrieel of beroepsgeheim of op een handelswerkwijze of die in strijd is met de openbare orde.

§ 4. De in de §§ 2 en 3 bedoelde informatie wordt meegedeeld aan de hand van standaardformulieren die door de Europese Commissie zijn opgesteld. Vóór de bekendmaking worden de in de §§ 2 en 3 bedoelde gegevens eerst verwijderd uit de persoonsgegevens in de zin van Verordening nr. 216/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016, waardoor de identificatie van de betrokkenen wordt uitgesloten.

§ 5 De bevoegde overheid stelt de Europese Commissie onverwijld in kennis van de overeenkomstig § 2 en 3 bekend te maken informatie.

HOOFDSTUK XVII. — *Geheimhoudingsplicht*

Art. 18. § 1. De leden van een Adviescommissie of van een Commissie voor alternatieve geschillenbeslechting moeten de striktste geheimhouding in acht nemen van de informatie die zij in hun hoedanigheid van lid van een Adviescommissie of van een Commissie voor alternatieve geschillenbeslechting verkrijgen.

§ 2 De betrokkene en zijn vertegenwoordiger behandelen alle informatie, met inbegrip van kennis van documenten, die zij in de loop van de procedure verkrijgen, als vertrouwelijk.

Op verzoek van de bevoegde overheid verklaren de betrokken persoon en zijn vertegenwoordiger dat zij alle informatie, met inbegrip van kennis van documenten, die zij in de loop van de procedure verkrijgen, vertrouwelijk zullen behandelen.

Art. 19. § 1 Schending van de in artikel 18 bedoelde geheimhoudingsplicht is strafbaar overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.

§ 2. Onverminderd de instandhouding die nodig is voor de verwerking om archiveringsdoeleinden in het algemeen belang, om wetenschappelijk of historisch onderzoek of om statistische doeleinden overeenkomstig de vereisten van artikel 89 van Verordening (EU) nr. 2016/679, zoals hierboven vermeld, worden de persoonsgegevens die voortvloeien uit de in dit decreet bedoelde verwerkingen niet langer bewaard dan nodig is voor de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt, met een maximale bewaartermijn van één jaar na de verjaring van alle handelingen die onder de bevoegdheid van de betrokken verantwoordelijke voor de verwerking vallen en, in voorkomend geval, de definitieve beëindiging van de administratieve en gerechtelijke procedures en beroepen en de volledige betaling van alle daarmee verband houdende bedragen.

TITEL III

Art. 20. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Dit decreet is van toepassing op elke vordering (klacht) die op of na 1 juli 2019 wordt ingesteld met betrekking tot geschillen over inkomsten of vermogen die/dat worden (wordt) ontvangen tijdens een belastbaar tijdperk dat begint op of na 1 januari 2018.

ANNEXE

TABLEAU DE CONCORDANCE	
DIRECTIVE (UE) 2017/1852	PROJET DE DECRET
Article 1 ^{er}	Art. 1 et art. 2, 6°
Article 2	
paragraphe 1 ^{er}	Art. 2, 1° – 5°
a)	Art. 2, 1°, 3°
b)	Art. 2, 2°
c)	Art. 2, 4°, a), b) et c)
d)	Art. 2, 5°
paragraphe 2	NA
Article 3	
paragraphe 1 ^{er}	Art. 3, § 1 ^{er}
a)	Art. 3, § 1 ^{er}
b)	Art. 3, § 1 ^{er}
paragraphe 2	Art. 3, §§ 2 et 3
paragraphe 3	Art. 3, § 4

TABLEAU DE CONCORDANCE	
DIRECTIVE (UE) 2017/1852	PROJET DE DECRET
Article 1 ^{er}	Art. 1 et art. 2, 6°
a)	Art. 3, § 4, 1°
b)	Art. 3, § 4, 2°
c)	Art. 3, § 4, 3°
d)	Art. 3, § 4, 4°
e)	Art. 3, § 4, 5°
i)	Art. 3, § 4, 5°, a)
ii)	Art. 3, § 4, 5°, b)
iii)	Art. 3, § 4, 5°, c)
iv)	Art. 3, § 4, 5°, d)
v)	Art. 3, § 4, 5°, e)
f)	Art. 3, § 4, 6°
paragraphe 4	Art. 3, § 5
paragraphe 4	Art. 3, § 5, alinéas 1 ^{er} et 2
paragraphe 4	Art. 3, § 5, alinéas 3 et 4
paragraphe 5	Art. 3, § 6
paragraphe 5, alinéa 1 ^{er}	Art. 3, § 6, alinéa 1 ^{er}
paragraphe 5, alinéa 2	Art. 3, § 6, alinéa 2
paragraphe 6	Art. 3, §§ 7 et 8
paragraphe 6, alinéa 1 ^{er}	Art. 3, § 7
paragraphe 6, alinéa 2	Art. 3, § 8
Article 4	
paragraphe 1 ^{er}	Art. 4, § 1 ^{er}
paragraphe 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	Art. 4, § 1, alinéa 1 ^{er}
paragraphe 1 ^{er} , alinéa 2	Art. 4, § 1, alinéa 2,
paragraphe 2	Art. 4, § 2
paragraphe 3	Art. 4, § 3
Article 5	
paragraphe 1 ^{er}	Art. 5, § 1 ^{er}
alinéa 1 ^{er} , a)	Art. 5, § 1, alinéa 1 ^{er} , 1°; § 4, 6° et § 5, alinéa 3
alinéa 1 ^{er} , b)	Art. 5, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 2°
alinéa 1 ^{er} , c)	Art. 5, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 3°
alinéa 2	Art. 5, § 1 ^{er} , alinéa 2
paragraphe 2	Art. 5, § 2
paragraphe 3, alinéa 1 ^{er}	Art. 5, § 3, alinéa 1 ^{er}
a)	Art. 5, § 3, alinéa 2, 1°
b)	Art. 5, § 3, alinéa 2, 2°
c)	Art. 5, § 3, alinéa 2, 3°
paragraphe 3, alinéa 2	Art. 5, § 3, alinéa 3
Article 6	
paragraphe 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	Art. 6, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}
a)	Art. 6, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 1°
b)	Art. 6, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 2°
paragraphe 1 ^{er} , alinéa 2	Art. 6, § 1 ^{er} , alinéa 2
paragraphe 1 ^{er} , alinéa 3	Art. 6, § 1 ^{er} , alinéa 3
paragraphe 2	Art. 6, § 2
paragraphe 2, alinéa 1 ^{er}	Article 6, § 2, alinéa 1 ^{er}
paragraphe 2, alinéa 2	Art. 6, § 2, alinéa 3
paragraphe 2, alinéa 3	Art. 6, § 2, alinéa 5

TABLEAU DE CONCORDANCE	
DIRECTIVE (UE) 2017/1852	PROJET DE DECRET
Article 1 ^{er}	Art. 1 et art. 2, 6 ^o
paragraphe 3	Art. 6, § 3
Article 7	
paragraphe 1 ^{er}	Art. 7, §§ 1 ^{er} et 2
paragraphe 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	Art. 7, § 1 ^{er}
paragraphe 1 ^{er} , alinéa 2	Art. 7, § 2, alinéa 1 ^{er}
paragraphe 1 ^{er} , alinéa 3	Articles 7, § 2, alinéa 2
paragraphe 1 ^{er} , alinéa 4	Art. 7, § 2, alinéas 4 et 5
paragraphe 2	Art. 7, § 3
paragraphe 3	Art. 7, § 4; art. 7, § 4, alinéa 1 ^{er}
Article 8	
paragraphe 1 ^{er}	Art. 8, § 1 ^{er}
a)	Art. 8, § 1 ^{er} , 1 ^o
b)	Art. 8, § 1 ^{er} , 2 ^o
c)	Art. 8, § 1 ^{er} , 3 ^o
paragraphe 2	Art. 8, § 2
paragraphe 3	Art. 8, § 3
paragraphe 4	Art. 8, § 4
a)	Art. 8, § 4, 1 ^o
b)	Art. 8, § 4, 2 ^o
c)	Art. 8, § 4, 3 ^o
d)	Art. 8, § 4, 4 ^o
paragraphe 5	Art. 8, § 5
paragraphe 5, alinéa 1 ^{er}	Art. 8, § 5, alinéa 1 ^{er}
paragraphe 5, alinéa 2	Art. 8, § 5, alinéa 2
paragraphe 6	Art. 8, § 6
Article 9	
paragraphe 1 ^{er}	Art. 9, § 1 ^{er}
paragraphe 2	Art. 9, § 2
paragraphe 3	Art. 9, §§ 3 – 5
paragraphe 3, alinéa 1 ^{er}	Art. 9, § 3, alinéa 1 ^{er}
paragraphe 3, alinéa 2	Art. 9, § 3, alinéa 2
paragraphe 3, alinéa 3	Art. 9, §§ 4 et 5
Article 10	
paragraphe 1 ^{er}	Articles 2, 9 ^o
paragraphe 2	Art. 10, § 2
paragraphe 2, alinéa 1 ^{er}	Art. 10, § 2, alinéa 1 ^{er}
paragraphe 2, alinéa 2	Art. 10, § 2, alinéa 2
paragraphe 3	Art. 10, § 3
paragraphe 4	Art. 10, § 4
Article 11	
paragraphe 1 ^{er}	Art. 11, § 1 ^{er}
a)	Art. 11, § 1 ^{er} , 1 ^o
b)	Art. 11, § 1 ^{er} , 2 ^o
c)	Art. 11, § 1 ^{er} , 3 ^o
paragraphe 2	Art. 11, § 2
paragraphe 2, alinéa 1 ^{er}	Art. 11, § 2, alinéa 1 ^{er}
paragraphe 2, alinéa 2	Art. 11, § 2, alinéa 2
a)	Art. 11, § 2, alinéa 2, 1 ^o
b)	Art. 11, § 2, alinéa 2, 2 ^o

TABLEAU DE CONCORDANCE	
DIRECTIVE (UE) 2017/1852	PROJET DE DECRET
Article 1 ^{er}	Art. 1 et art. 2, 6 ^o
c)	Art. 11, § 2, alinéa 2, 3 ^o
d)	Art. 11, § 2, alinéa 2, 4 ^o
e)	Art. 11, § 2, alinéa 2, 5 ^o
f)	Art. 11, § 2, alinéa 2, 6 ^o
g)	Art. 11, § 2, alinéa 2, 7 ^o
paragraphe 2, alinéa 3	Art. 11, § 2, alinéa 3
paragraphe 3	Art. 11, § 3
paragraphe 4	Art. 11, § 4
Article 12	
paragraphe 1 ^{er}	Art. 12, § 1 ^{er} ; art. 6, § 4
paragraphe 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	Art. 12, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}
a)	Art. 12, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 1 ^o
b)	Art. 12, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 2 ^o
paragraphe 1 ^{er} , alinéa 2	Art. 12, § 1 ^{er} , alinéa 2
paragraphe 2	Art. 12, § 2
paragraphe 2, alinéa 1 ^{er}	Art. 12, § 2
a)	Art. 12, § 2, 1 ^o
b)	Art. 12, § 2, 2 ^o
paragraphe 2, alinéa 2	Art. 12, § 2, 2 ^o
Article 13	
paragraphe 1 ^{er}	Art. 13, § 1 ^{er} ; art. 15, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}
a)	Art. 13, § 1 ^{er} , alinéa 3, 1 ^o
b)	Art. 13, § 1 ^{er} , alinéa 3, 2 ^o
c)	Art. 13, § 1 ^{er} , alinéa 3, 3 ^o
d)	Art. 13, § 1 ^{er} , alinéa 3, 4 ^o
paragraphe 2	Art. 13, § 2
paragraphe 3	Art. 18, §§ 1 ^{er} et 2 et art. 19
Article 14	
paragraphe 1 ^{er}	Art. 14, § 1 ^{er}
paragraphe 2	Art. 14, § 2
paragraphe 3	Art. 14, § 3
Article 15	
paragraphe 1 ^{er}	Art. 15, § 1 ^{er}
paragraphe 2	Art. 15, § 2
paragraphe 3	Art. 15, § 3
paragraphe 4	Art. 15, § 4
paragraphe 4, alinéa 1 ^{er}	Art. 15, § 4, alinéa 1 ^{er}
paragraphe 4, alinéa 2	Art. 15, § 4, alinéa 2 à 4
Article 16	
paragraphe 1 ^{er}	Art. 16, § 1 ^{er}
paragraphe 2	Art. 16, § 2
paragraphe 3	Art. 16, § 3
paragraphe 4	Art. 16, § 4
a)	Art. 16, § 4, 1 ^o
b)	Art. 16, § 4, 2 ^o
c)	Art. 16, § 4, 3 ^o
paragraphe 5	Art. 16, § 5
paragraphe 6	Art. 16, § 6; art. 16, § 6, alinéa 1 ^{er}
paragraphe 7	Art. 16, § 7

TABLEAU DE CONCORDANCE	
DIRECTIVE (UE) 2017/1852	PROJET DE DECRET
Article 1 ^{er}	Art. 1 et art. 2, 6 ^o
Article 17	
alinéa 1 ^{er}	Art. 3, § 9, alinéa 1 ^{er} ; art. 6, § 5, alinéa 1 ^{er}
a)	Art. 3, § 9, alinéa 1 ^{er} , 1 ^o ; art. 6, § 5, alinéa 1 ^{er} , 1 ^o
b)	Art. 3, § 9, alinéa 1 ^{er} , 2 ^o ; art. 6, § 5, alinéa 1 ^{er} , 2 ^o
alinéa 2	Art. 3, § 9, alinéa 2; art. 6, § 5, alinéa 2
alinéa 3	Art. 3, § 9, alinéa 3; art. 6, § 5, alinéa 3
Article 18	
paragraphe 1 ^{er}	Art. 17, § 1 ^{er}
paragraphe 2	Art. 17, § 2
paragraphe 3	Art. 17, § 3
paragraphe 3, alinéa 1 ^{er}	Art. 17, § 3, alinéa 1 ^{er} et 2
paragraphe 3, alinéa 2	Art. 17, § 3, alinéa 3
paragraphe 4	Art. 17, § 4
paragraphe 5	Art. 17, § 5
Article 22	
paragraphe 1 ^{er} , alinéa 2	Art. 1 ^{er} , § 2

TABLEAU DE CONCORDANCE	
Projet de décret	DIRECTIVE (UE) 2017/1852
Art. 1 ^{er} , § 1 ^{er}	NA
Art. 1 ^{er} , § 2	Article 22, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 2
Art. 1 ^{er} , § 3	Article 1 ^{er}
Art. 2	
1 ^o	Article 2, paragraphe 1 ^{er} , a)
2 ^o	Article 2, paragraphe 1 ^{er} , b)
3 ^o	Article 2, paragraphe 1 ^{er} , a)
4 ^o	Article 2, paragraphe 1 ^{er} , c)
4 ^o , a)	Article 2, paragraphe 1 ^{er} , c)
4 ^o , b)	Article 2, paragraphe 1 ^{er} , c)
4 ^o , c)	Article 2, paragraphe 1 ^{er} , c)
5 ^o	Article 2, paragraphe 1 ^{er} , d)
6 ^o	Article 1 ^{er}
7 ^o	NA
8 ^o	Article 6, paragraphe 1 ^{er}
9 ^o	Article 10, paragraphe 1 ^{er}
10 ^o	Article 10, paragraphe 1 ^{er}
11 ^o	Article 17, paragraphe 2
12 ^o	Article 17, paragraphe 1 ^{er} , b)
12 ^o , a)	Article 17, paragraphe 1 ^{er} , b)
12 ^o , b)	Article 17, paragraphe 1 ^{er} , b)
12 ^o , c)	Article 17, paragraphe 1 ^{er} , b)
13 ^o	Article 17, paragraphe 1 ^{er} , b)
13 ^o , a)	Article 17, paragraphe 1 ^{er} , b)
13 ^o , b)	Article 17, paragraphe 1 ^{er} , b)
13 ^o , c)	Article 17, paragraphe 1 ^{er} , b)
Art. 3	
§ 1 ^{er}	Article 3, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	Article 3, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 2	Article 3, paragraphe 1 ^{er}

TABLEAU DE CONCORDANCE	
Projet de décret	DIRECTIVE (UE) 2017/1852
Art. 1 ^{er} , § 1 ^{er}	NA
§ 1 ^{er} , alinéa 3	Article 3, paragraphe 1 ^{er}
§ 2	Article 3, paragraphe 2
§ 3	Article 3, paragraphe 2
§ 3, alinéa 1 ^{er}	Article 3, paragraphe 2
§ 3, alinéa 2	Article 3, paragraphe 2
§ 4	Article 3, paragraphe 3
§ 4, 1 ^o	Article 3, paragraphe 3, a)
§ 4, 2 ^o	Article 3, paragraphe 3, b)
§ 4, 3 ^o	Article 3, paragraphe 3, c)
§ 4, 4 ^o	Article 3, paragraphe 3, d)
§ 4, 5 ^o	Article 3, paragraphe 3, e)
§ 4, 5 ^o , a)	Article 3, paragraphe 3, e), i)
§ 4, 5 ^o , b)	Article 3, paragraphe 3, e), ii)
§ 4, 5 ^o , c)	Article 3, paragraphe 3, e), iii)
§ 4, 5 ^o , d)	Article 3, paragraphe 3, e), iv)
§ 4, 5 ^o , e)	Article 3, paragraphe 3, e), v)
§ 4, 6 ^o	Article 3, paragraphe 3, f)
§ 5	Article 3, paragraphe 4
§ 5, alinéa 1 ^{er}	Article 3, paragraphe 4, alinéa 1 ^{er}
§ 5, alinéa 2	Article 3, paragraphe 4, alinéa 1 ^{er}
§ 5, alinéa 3	Article 3, paragraphe 4, alinéa 2
§ 5, alinéa 4	Article 3, paragraphe 4, alinéa 2
§ 6	Article 3, paragraphe 5
§ 6, alinéa 1 ^{er}	Article 3, paragraphe 5, alinéa 1 ^{er}
§ 6, alinéa 2	Article 3, paragraphe 5, alinéa 2
§ 7	Article 3, paragraphe 6, alinéa 1 ^{er}
§ 7, alinéa 1 ^{er}	Article 3, paragraphe 6, alinéa 1 ^{er}
§ 7, alinéa 2	Article 3, paragraphe 6, alinéa 1 ^{er}
§ 7, alinéa 3	Article 3, paragraphe 6, alinéa 1 ^{er}
§ 8	Article 3, paragraphe 6, alinéa 2
§ 8, alinéa 1 ^{er}	Article 3, paragraphe 6, alinéa 2
§ 8, alinéa 2	Article 3, paragraphe 6, alinéa 2
§ 9	Article 17
§ 9, alinéa 1 ^{er}	Article 17, alinéas 1 ^{er} et 2
§ 9, alinéa 1 ^{er} , 1 ^o	Article 17, alinéa 1 ^{er} , a)
§ 9, alinéa 1 ^{er} , 2 ^o	Article 17, alinéa 1 ^{er} , b)
§ 9, alinéa 2	Article 17, alinéa 2
Art. 4	
§ 1 ^{er}	Article 4, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	Article 4, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 2	Article 4, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 2
§ 2	Article 4, paragraphe 2
§ 2, alinéa 1 ^{er}	Article 4, paragraphe 2
§ 2, alinéa 2	Article 4, paragraphe 2
§ 3	Article 4, paragraphe 3
Art. 5	
§ 1 ^{er}	Article 5, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	Article 5, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 1 ^o	Article 5, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , a)

TABLEAU DE CONCORDANCE	
Projet de décret	DIRECTIVE (UE) 2017/1852
Art. 1 ^{er} , § 1 ^{er}	NA
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 2 ^o	Article 5, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , b)
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 3 ^o	Article 5, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , c)
§ 1 ^{er} , alinéa 2	Article 5, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 2
§ 2	Article 5, paragraphe 2
§ 3	Article 5, paragraphe 3, alinéas 1 ^{er} et 2
§ 3, alinéa 1 ^{er}	Article 5, paragraphe 3, alinéa 1 ^{er}
§ 3, alinéa 2	Article 5, paragraphe 3, alinéa 1 ^{er}
§ 3, alinéa 2, 1 ^o	Article 5, paragraphe 3, alinéa 1 ^{er} , a)
§ 3, alinéa 2, 2 ^o	Article 5, paragraphe 3, alinéa 1 ^{er} , b)
§ 3, alinéa 2, 3 ^o	Article 5, paragraphe 3, alinéa 1 ^{er} , c)
§ 3, alinéa 3	Article 5, paragraphe 3, alinéa 2
Art. 6	
§ 1 ^{er}	Article 6, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	Article 6, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 1 ^o	Article 6, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , a)
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 2 ^o	Article 6, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , b)
§ 1 ^{er} , alinéa 2	Article 6, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 2
§ 1 ^{er} , alinéa 3	Article 6, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 3
§ 1 ^{er} , alinéa 4	Article 6, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 3
§ 2	Article 6, paragraphe 2
§ 2, alinéa 1 ^{er}	Article 6, paragraphe 2, alinéa 1 ^{er}
§ 2, alinéa 2	Article 6, paragraphe 2, alinéa 1 ^{er}
§ 2, alinéa 3	Article 6, paragraphe 2, alinéa 2
§ 2, alinéa 4	Article 6, paragraphe 2, alinéa 2
§ 2, alinéa 5	Article 6, paragraphe 2, alinéa 3
§ 3	Article 6, paragraphe 3
§ 4	Article 12, paragraphe 1 ^{er}
§ 5	Article 17
§ 5, alinéa 1 ^{er}	Article 17, alinéas 1 ^{er} et 2
§ 5, alinéa 1 ^{er} , 1 ^o	Article 17, alinéa 1 ^{er} , a)
§ 5, alinéa 1 ^{er} , 2 ^o	Article 17, alinéa 1 ^{er} , b)
§ 5, alinéa 2	Article 17, alinéa 2
Art. 7	
§ 1 ^{er}	Article 7, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}
§ 2	Article 7, paragraphe 1 ^{er} , alinéas 2, 3 et 4
§ 2, alinéa 1 ^{er}	Article 7, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 2
§ 2, alinéa 2	Article 7, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 3
§ 2, alinéa 3	Article 7, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 3
§ 2, alinéa 4	Article 7, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 4
§ 2, alinéa 5	Article 7, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 4
§ 3	Article 7, paragraphe 2
§ 4	Article 7, paragraphe 3
§ 4, alinéa 1 ^{er}	Article 7, paragraphe 3
§ 4, alinéa 2	Article 7, paragraphe 3
§ 4, alinéa 3	Article 7, paragraphe 3
Art. 8	
§ 1 ^{er}	Article 8, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , 1 ^o	Article 8, paragraphe 1 ^{er} , a)
§ 1 ^{er} , 2 ^o	Article 8, paragraphe 1 ^{er} , b)

TABLEAU DE CONCORDANCE	
Projet de décret	DIRECTIVE (UE) 2017/1852
Art. 1 ^{er} , § 1 ^{er}	NA
§ 1 ^{er} , 3 ^o	Article 8, paragraphe 1 ^{er} , c)
§ 2	Article 8, paragraphe 2
§ 3	Article 8, paragraphe 3
§ 4	Article 8, paragraphe 4
§ 4, 1 ^o	Article 8, paragraphe 4, a)
§ 4, 2 ^o	Article 8, paragraphe 4, b)
§ 4, 3 ^o	Article 8, paragraphe 4, c)
§ 4, 4 ^o	Article 8, paragraphe 4, d)
§ 5	Article 8, paragraphe 5
§ 5, alinéa 1 ^{er}	Article 8, paragraphe 5, alinéa 1 ^{er}
§ 5, alinéa 2	Article 8, paragraphe 5, alinéa 2
§ 6	Article 8, paragraphe 6
Art. 9	
§ 1 ^{er}	Article 9, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	Article 9, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 2	Article 9, paragraphe 1 ^{er}
§ 2	Article 9, paragraphe 2
§ 2, alinéa 1 ^{er}	Article 9, paragraphe 2
§ 2, alinéa 2	Article 9, paragraphe 2
§ 3	Article 9, paragraphe 3, alinéas 1 ^{er} et 2
§ 3, alinéa 1 ^{er}	Article 9, paragraphe 3, alinéa 1 ^{er}
§ 3, alinéa 2	Article 9, paragraphe 3, alinéa 2
§ 4	Article 9, paragraphe 3, alinéa 3
§ 5	Article 9, paragraphe 3, alinéa 3
§ 5, alinéa 1 ^{er}	Article 9, paragraphe 3, alinéa 3
§ 5, alinéa 2	Article 9, paragraphe 3, alinéa 3
Art. 10	
§ 1 ^{er}	Article 10, paragraphe 1 ^{er}
§ 2	Article 10, paragraphe 2
§ 2, alinéa 1 ^{er}	Article 10, paragraphe 2, alinéa 1 ^{er}
§ 2, alinéa 2	Article 10, paragraphe 2, alinéa 2
§ 3	Article 10, paragraphe 3
§ 4	Article 10, paragraphe 4
Art. 11	
§ 1 ^{er}	Article 11, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , 1 ^o	Article 11, paragraphe 1 ^{er} , a)
§ 1 ^{er} , 2 ^o	Article 11, paragraphe 1 ^{er} , b)
§ 1 ^{er} , 3 ^o	Article 11, paragraphe 1 ^{er} , c)
§ 2	Article 11, paragraphe 2
§ 2, alinéa 1 ^{er}	Article 11, paragraphe 2, alinéa 1 ^{er}
§ 2, alinéa 2	Article 11, paragraphe 2, alinéa 2
§ 2, alinéa 2, 1 ^o	Article 11, paragraphe 2, alinéa 2, a)
§ 2, alinéa 2, 2 ^o	Article 11, paragraphe 2, alinéa 2, b)
§ 2, alinéa 2, 3 ^o	Article 11, paragraphe 2, alinéa 2, c)
§ 2, alinéa 2, 4 ^o	Article 11, paragraphe 2, alinéa 2, d)
§ 2, alinéa 2, 5 ^o	Article 11, paragraphe 2, alinéa 2, e)
§ 2, alinéa 2, 6 ^o	Article 11, paragraphe 2, alinéa 2, f)
§ 2, alinéa 2, 7 ^o	Article 11, paragraphe 2, alinéa 2, g)
§ 2, alinéa 3	Article 11, paragraphe 2, alinéa 3

TABLEAU DE CONCORDANCE	
Projet de décret	DIRECTIVE (UE) 2017/1852
Art. 1 ^{er} , § 1 ^{er}	NA
§ 3	Article 11, paragraphe 3
§ 4	Article 11, paragraphe 4
§ 4, alinéa 1 ^{er}	Article 11, paragraphe 4
§ 4, alinéa 2	Article 11, paragraphe 4
Art. 12	
§ 1 ^{er}	Article 12, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	Article 12, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 1 ^o	Article 12, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , a)
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 2 ^o	Article 12, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , b)
§ 1 ^{er} , alinéa 2	Article 12, paragraphe 1 ^{er} , alinéa 2
§ 2	Article 12, paragraphe 2
§ 2, 1 ^o	Article 12, paragraphe 2, alinéa 1 ^{er} , a)
§ 2, 2 ^o	Article 12, paragraphe 2, alinéa 1 ^{er} , b) et article 12, paragraphe 2, alinéa 2
Art. 13	
§ 1 ^{er}	Article 13, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	Article 13, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 2	Article 13, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 3	Article 13, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 3, 1 ^o	Article 13, paragraphe 1 ^{er} , a)
§ 1 ^{er} , alinéa 3, 2 ^o	Article 13, paragraphe 1 ^{er} , b)
§ 1 ^{er} , alinéa 3, 3 ^o	Article 13, paragraphe 1 ^{er} , c)
§ 1 ^{er} , alinéa 3, 4 ^o	Article 13, paragraphe 1 ^{er} , d)
§ 2	Article 13, paragraphe 2
Art. 14	
§ 1 ^{er}	Article 14, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	Article 14, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 2	Article 14, paragraphe 1 ^{er}
§ 1 ^{er} , alinéa 3	Article 14, paragraphe 1 ^{er}
§ 2	Article 14, paragraphe 2
§ 3	Article 14, paragraphe 3
Art. 15	
§ 1 ^{er}	Article 15, paragraphe 1 ^{er}
§ 2	Article 15, paragraphe 2
§ 2, alinéa 1 ^{er}	Article 15, paragraphe 2
§ 2, alinéa 2	Article 15, paragraphe 2
§ 3	Article 15, paragraphe 3
§ 3, alinéa 1 ^{er}	Article 15, paragraphe 3
§ 3, alinéa 2	Article 15, paragraphe 3
§ 4	Article 15, paragraphe 4
§ 4, alinéa 1 ^{er}	Article 15, paragraphe 4, alinéa 1 ^{er}
§ 4, alinéa 2	Article 15, paragraphe 4, alinéa 2
§ 4, alinéa 3	Article 15, paragraphe 4, alinéa 2
Art. 16	
§ 1 ^{er}	Article 16, paragraphe 1 ^{er}
§ 2	Article 16, paragraphe 2,
§ 3	Article 16, paragraphe 3
§ 4	Article 16, paragraphe 4
§ 4, 1 ^o	Article 16, paragraphe 4, a)

TABLEAU DE CONCORDANCE	
Projet de décret	DIRECTIVE (UE) 2017/1852
Art. 1 ^{er} , § 1 ^{er}	NA
§ 4, 2 ^o	Article 16, paragraphe 4, b)
§ 4, 3 ^o	Article 16, paragraphe 4, c)
§ 5	Article 16, paragraphe 5
§ 6	Article 16, paragraphe 6
§ 6, alinéa 1 ^{er}	Article 16, paragraphe 6
§ 6, alinéa 2	Article 16, paragraphe 6
§ 7	Article 16, paragraphe 7
§ 7, alinéa 1 ^{er}	Article 16, paragraphe 7
§ 7, alinéa 2	Article 16, paragraphe 7
Art. 17	
§ 1 ^{er}	Article 18, paragraphe 1 ^{er}
§ 2	Article 18, paragraphe 2
§ 3	Article 18, paragraphe 3
§ 3, alinéa 1 ^{er}	Article 18, paragraphe 3, alinéa 1 ^{er}
§ 3, alinéa 2	Article 18, paragraphe 3, alinéa 1 ^{er}
§ 3, alinéa 3	Article 18, paragraphe 3, alinéa 2
§ 4	Article 18, paragraphe 4
§ 5	Article 18, paragraphe 5
Art. 18	
§ 1 ^{er}	Article 13, paragraphe 3
§ 2	Article 13, paragraphe 3
§ 2, alinéa 1 ^{er}	Article 13, paragraphe 3
§ 2, alinéa 2	Article 13, paragraphe 3
Art. 19	Article 13, paragraphe 3

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 12 november 2020.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en
belast met het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",
Fr. DAERDEN

De Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

Zitting 2020-2021

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 135-1. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering,
nr. 135-2.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 12 november 2020.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2020/43737]

19 NOVEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la procédure de reconnaissance et de classement du mouvement sportif organisé ainsi que le subventionnement pour le développement du sport de haut niveau et des formations de cadre

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 20 ;